

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 553

16 mars 2010

SOMMAIRE

All Consulting Europe S.A.	26541	Fundo	26502
Amati Holding S.A.	26529	JP Residential VIII S.à r.l.	26521
Aquatrans Navigation S.A.	26498	Les Bierts	26520
Atlantas Sicav	26525	Longview Partners Investments	26503
Breitfeld Teilhabergesellschaft AG	26501	LSF Wohnpark Investments Sàrl	26541
Cable Holding S.à r.l.	26512	Lysidor	26500
Chipnet S.A.	26503	Metzler's Beach-Café Sàrl	26532
Comgest Asia	26511	Monticello Properties	26530
Comgest Europe	26530	Orco Property Group	26508
Compagnie Financière de Métallurgie CO- FIMETAL S.A.	26501	Orco Property Group	26505
Compagnie pour le Développement Indus- triel S.A.	26503	Orco Property Group	26509
Cutec S.A.	26500	Paxedi S.A.	26525
db x-trackers	26509	Pinnacle Partners	26531
db x-trackers II	26520	Reale S.A.	26531
Dowisa S.A.	26539	Sequoia S.C.A. SICAV-SIF	26504
Dufinlux S.C.A.	26498	Sereno S.A.	26526
Estates S.A.	26529	Socipar S.A.	26498
Eurostam S.A.	26532	Souvenance Holding S.A.	26524
Ficofi Partners S.A.	26526	Soxipa Holding S.A.	26520
Fioretti SA	26521	Tacoma Investment S.A.	26504
Foxitec S.A.	26500	Valau Holding S.A.	26501
Foyer S.A.	26499	Ydulux S.A.	26502
		Zubaran Holding S.A.	26505

Socipar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2412 Luxembourg, 40, Rangwee.

R.C.S. Luxembourg B 5.781.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET STATUTAIRE

qui se tiendra au 40, Rangwee à Luxembourg le jeudi 1^{er} avril 2010 à 17.00 heures.

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Présentation, examen et approbation du bilan et du compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 2009; affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir se conformer aux statuts.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010021737/2051/18.

Aquatrans Navigation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6670 Merttert, 2C, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 43.198.

Sie werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG

der Aktionäre von Aquatrans Navigation S.A., welche am 01. April 2010 um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz mit der nachfolgenden Tagesordnung stattfinden wird, eingeladen:

Tagesordnung:

1. Berichte des Verwaltungsrates und des Kommissars
2. Vorlage und Genehmigung der Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung per 31.12.2008
3. Entlastung des Verwaltungsrates und des Kommissars
4. Mandatsverlängerung
5. Verschiedenes

Im Namen und Auftrag des Verwaltungsrates.

Référence de publication: 2010025111/17.

Duflux S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 34.254.

Messieurs les actionnaires de la Société en Commandite par Actions DUFINLUX S.C.A. sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi, 1^{er} avril 2010 à 14.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Gérant (Associé-Commandité), du Conseil de Surveillance et du Commissaire aux Comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2009.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2009.
3. Décharge à donner au Gérant (Associé-Commandité), au Conseil de Surveillance et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 décembre 2009.
4. Divers.

L'Associé-Commandité

Référence de publication: 2010027269/750/17.

Foyer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval.
R.C.S. Luxembourg B 67.199.

Mesdames et Messieurs les actionnaires de la société FOYER S.A. sont invités à participer aux Assemblées générales suivantes qui se tiendront consécutivement le mardi, 6 avril 2010 à partir de 11.00 heures au siège social de la Société, 12, rue Léon Laval à Leudelange:

I - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation du rapport annuel de l'exercice 2009
2. Approbation des comptes annuels de l'exercice 2009
 - 2.1 Approbation des comptes consolidés de l'exercice clôturé au 31 décembre 2009
 - 2.2 Approbation des comptes annuels de l'exercice clôturé au 31 décembre 2009
3. Affectation du résultat de l'exercice 2009
4. Décharge à donner aux administrateurs
5. Nominations statutaires
 - 5.1 Renouvellement du mandat des administrateurs sortants
 - 5.2 Augmentation du nombre d'administrateurs
 - 5.3 Nomination d'un nouvel administrateur
6. Rémunération des administrateurs et des membres des Comités spécialisés
 - 6.1 Rémunération des membres du Conseil d'administration
 - 6.2 Rémunération des membres des Comités spécialisés
7. Autorisation pour la société d'acquiescer à ses propres actions
8. Divers

II - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra à l'effet de délibérer sur les points suivants:

Ordre du jour:

1. Prolongation pour cinq ans du capital autorisé prévu à l'article 5 des statuts, avec autorisation du Conseil d'administration de limiter ou de supprimer le droit de souscription préférentiel
2. Modification du 1^{er} alinéa de l'article 13 des statuts
3. Modification du 1^{er} alinéa de l'article 28 des statuts
4. Modification de l'article 31 des statuts

Le texte des résolutions qui seront soumises au vote de l'Assemblée générale ordinaire et de l'Assemblée générale extraordinaire peut être consulté sur le site www.foyer.lu (sous le chapitre «gouvernance», rubrique «Assemblées générales») ou être obtenu sur demande au secrétariat du Département Juridique Groupe de Foyer S.A. (tél. ++352 437 43 3147)

Le capital social souscrit et entièrement libéré de FOYER S.A. s'élève à € 44.994.210,00. Il est représenté par 8.998.842 actions sans désignation de valeur nominale. Chaque action donne droit à une voix. Toutefois, par application de l'article 49-5 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales le droit de vote des actions propres détenues par FOYER S.A. est suspendu.

L'Assemblée générale ordinaire délibérera valablement quelle que soit la portion du capital social représentée. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix exprimées lors de l'Assemblée.

L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires ne délibérera valablement que si la moitié au moins du capital social est représentée (quorum) et les résolutions devront réunir les deux tiers des voix exprimées. Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle assemblée générale extraordinaire des actionnaires peut être convoquée, celle-ci décidant valablement sans quorum minimum nécessaire mais en réunissant au moins les deux tiers des voix exprimées.

Dans les deux assemblées, les décisions sont prises par vote à main levée et les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu.

Chaque détenteur d'une action est autorisé à participer aux Assemblées, à condition de respecter les modalités de participation décrites ci-après.

Modalités de participation

Pour pouvoir participer personnellement aux Assemblées, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs titres pour mardi, le 30 mars 2010 au plus tard, auprès de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État à Luxembourg ou de Petercam S.A. à Bruxelles.

Les propriétaires d'actions nominatives recevront une convocation personnelle aux Assemblées comprenant l'ordre du jour et l'explication des formalités à suivre pour y participer. Ils peuvent assister aux Assemblées à condition d'en avoir avisé la Société par écrit pour mardi, le 30 mars 2010 au plus tard.

Les actionnaires peuvent se faire représenter aux Assemblées par un autre actionnaire ayant lui-même le droit de vote. Dans ce cas, la procuration dûment remplie et signée doit être déposée au siège social pour jeudi, le 1^{er} avril 2010 au plus tard. Les formulaires de procuration sont disponibles sur le site internet www.foyer.lu ou sur demande au secrétariat du Département Juridique Groupe (tél. ++352 437 43 3147).

Pour le Conseil d'administration

Lucien THIEL

Président

Référence de publication: 2010027273/2096/67.

Lysidor, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 6.829.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 2 avril 2010 à 15.00 heures au siège de la société.

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31/12/2009;
3. Affectation du résultat;
4. Décharge aux administrateurs et Commissaire aux Comptes;
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010026384/322/16.

Cutec S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 35.274.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu jeudi 1^{er} avril 2010 à 15:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2009.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2010027265/1267/16.

Foxitec S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 35.276.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu jeudi 1^{er} avril 2010 à 15:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2009.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.

3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Renouvellement et/ou nomination des administrateurs et du commissaire aux comptes.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2010027266/1267/16.

Valau Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 35.284.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu jeudi 1^{er} avril 2010 à 10:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2009.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Renouvellement et/ou nomination des administrateurs et du commissaire aux comptes.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2010027267/1267/16.

Breitfeld Teilhabergesellschaft AG, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 23.724.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme BREITFELD TEILHABERGESELLSCHAFT A.G. sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi, 1^{er} avril 2010 à 16.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2009.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2010027268/750/16.

Compagnie Financière de Métallurgie COFIMETAL S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 16.801.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 1^{er} avril 2010 à 11.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

1. Modification de l'objet social pour soumettre la société à la loi du 11 mai 2007 sur les sociétés de gestion de patrimoine familial («SPF»).
2. Changement de la dénomination de la société en «Compagnie Financière de Métallurgie COFIMETAL S.A., SPF».
3. Adaptation afférente de l'article 2 des statuts de la Société relatif à l'objet pour lui donner la teneur suivante:
«La Société a pour objet exclusif, à l'exclusion de toute activité commerciale, l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'une part d'instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et d'autre part d'espèces et d'avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Par instrument financier au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière il convient d'entendre (a) toutes les valeurs mobilières et autres titres, y compris notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce, (b) les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange, (c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire, (d) tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières, (e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques, (f) les créances relatives aux différents éléments énumérés sub a) à e) ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non endossables et quelque soit le droit qui leur est applicable. D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large, à condition que la Société ne s'immisce pas dans la gestion des participations qu'elle détient, tout en restant dans les limites de la Loi du 11 mai 2007 relative aux sociétés de gestion de patrimoine familial.»

4. Ajout d'un alinéa à l'article 3

«Les actions ne peuvent être détenues que par des investisseurs éligibles au sens de l'article 3 de la loi SPF».

5. Modification de l'article 11 des statuts pour lui donner la teneur suivante «La loi du 10 août 1915 portant sur les sociétés commerciales et la Loi SPF ainsi que leurs modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Référence de publication: 2010027277/755/41.

Ydulux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 112.436.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme YDULUX S.A. sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi, 1^{er} avril 2010 à 15.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2009.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2010027270/750/15.

Fundo, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 107.368.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la Sicav FUNDO à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 6 avril 2010 à 11.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du réviseur d'entreprises agréé
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2009
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Renouvellement du mandat du réviseur d'entreprises agréé
6. Nominations statutaires.

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles au siège social de la Sicav.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (fax : +352 49 924 2501) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Référence de publication: 2010027271/7/21.

Chipnet S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 65.175.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 7 avril 2010 à 15.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2009 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2010027274/755/18.

Compagnie pour le Développement Industriel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 13.889.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 6 avril 2010 à 15.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2009 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2010027279/755/18.

Longview Partners Investments, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 112.878.

The Board of Directors convenes the Shareholders of LONGVIEW PARTNERS INVESTMENTS to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at the registered office of the SICAV on 6 April 2010 at 11.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Report of the Board of Directors and of the Authorized Auditor
2. Approval of the financial statements as at 31 December 2009
3. Allocation of results

4. Discharge to the Directors
5. Renewal of the mandate of the Authorized Auditor
6. Statutory elections.

The Shareholders are advised that no quorum for this meeting is required and that decisions will be taken by a simple majority of the votes cast. Proxies are available at the registered office of the SICAV.

The Shareholders who wish to attend the Meeting must inform the Board of Directors (Fax nr: +352 49 924 2501) at least five calendar days before the Meeting.

Référence de publication: 2010027272/7/20.

Sequoia S.C.A. SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 6, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 140.235.

Notice is hereby given to the shareholders of Sequoia S.C.A SICAV-SIF (the "Company") that the

ANNUAL GENERAL MEETING

shall be held at the Registered Office of the Company on *March 30th 2010* at 11:00 am CET (the "Meeting"), with the following agenda:

Agenda:

1. Review and approval of the annual accounts of the Company for the financial year ended on December 31, 2009,
2. Review and approval of the General Partner and the auditor reports,
3. Allocation of results of the Company at December 31, 2009,
4. Full discharge of the General Partner in respect of the management of the Company for the financial year ended on December 31, 2009, and
5. Any other business.

The resolutions on the agenda may be passed without quorum, by a majority of the votes cast thereon at the Meeting. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any Meeting by proxy. Proxy forms can be obtained from the Registered Office of the Company.

In order to vote at the Meeting, shareholders may be present in person provided that the Company has been informed, for organisational reasons, in writing of his intention to attend the Meeting by March 30th 2010, 09:00 am CET at the latest. Shareholders not attending the Meeting in person are invited to send a duly completed and signed proxy form to arrive no later than March 30th 2010, 09:00 CET.

Référence de publication: 2010027280/755/25.

Tacoma Investment S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 41.040.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi *7 avril 2010* à 14.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 30 juin 2009 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2010027282/755/18.

Zubaran Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 60.501.

Les actionnaires sont convoqués à une

DEUXIEME ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra jeudi, le 1^{er} avril 2010 à 10.00 heures à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales

Une première assemblée générale a été tenue le 25 février 2010, les conditions de quorum de présence requises par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales afin de délibérer sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la même loi n'ont pas été remplies. En conséquence, cette assemblée pourra délibérer valablement sur le point de l'ordre du jour quelle que soit la portion du capital représentée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010021014/29/18.

Orco Property Group, Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 40, Parc d'Activités Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 44.996.

A GENERAL MEETING

of the holders of the warrants 2014 (the "Warrantholders"), registered under ISIN code: XS0290764728 (the "Warrants 2014") as described under the Prospectuses (as defined below) and amended by the general meeting of the Warrantholders held on April 11, 2008 (the "2008 Warrantholders Meeting") and by the general meeting of the Warrantholders held on September 15, 2009 (the "September 2009 Warrantholders Meeting"), and by the general meeting of the Warrantholders held on December 16, 2009 (the "December 2009 Warrantholders Meeting"), issued by the Company (i) under the issue of €175,000,461.60 bonds with redeemable warrants attached on March 28, 2007 pursuant to a prospectus dated March 22, 2007 (the "Prospectus I"), and (ii) as a result of the exchange offer of all issued and outstanding warrants registered under ISIN code: LU0234878881 pursuant to a prospectus dated October 22, 2007 (the "Prospectus II" and the Prospectus I shall be collectively referred to as the "Prospectuses") will be held at the registered office of the Company, Parc d'Activités Capellen, 40, L-8308 Capellen, Grand Duchy of Luxembourg, on March 25, 2010 at 11.00 Central European time ("CET") (the "Meeting"), in order to consider the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the amendment of the section 4.2.1.7.2 of the Prospectuses.
2. Supplement to the section 4.2.1.7.1 of the Prospectuses and amendments applicable until December 31, 2010 of (i) the New Exercise Price and the New Exercise Ratio (as defined below) and (ii) the New Soft Call Prices (as defined below) so as to allow the Company to redeem by tranches, at its discretion, outstanding Warrants 2014 at any time until December 31, 2010 at a unit price of €0.01 provided that the Parity Value (as defined in the Prospectuses) exceeds the relevant New Soft Call Price, depending on the applicable tranche, in each case with the necessary subsequent amendments to effect the proposed amendments to the terms and conditions of the Warrants 2014.

PROPOSED AMENDMENTS

1. AMENDMENT OF THE SECTION 4.2.1.7.2 OF THE PROSPECTUSES

As of the date of the Meeting, and following prior adjustments made in accordance with the terms and conditions of the Warrants 2014, the current terms of the Warrants 2014 are the following:

"The Warrants may be exercised at any time from and including March 28, 2007 up to the close of business on March 28, 2014 included (the "Maturity Date")."

The Meeting is invited to resolve to amend the current terms of the Warrants 2014 as follows:

"The Warrants may be exercised at any time from and including March 28, 2007 up to the close of business on December 31, 2019 included (the "Expiry Date")."

When referring to the Warrants 2014 in the Prospectuses, the "Maturity Date" shall be replaced by the "Expiry Date" and references to the date "March 28, 2014" shall be replaced by "December 31, 2019".

2. SUPPLEMENT TO THE SECTION 4.2.1.7.1 OF THE PROSPECTUSES AND AMENDMENTS APPLICABLE UNTIL DECEMBER 31, 2010 OF (I) THE NEW EXERCISE PRICE AND THE NEW EXERCISE RATIO (AS DEFINED BELOW) AND (II) THE NEW SOFT CALL PRICES (AS DEFINED BELOW) SO AS TO ALLOW THE COMPANY TO REDEEM BY TRANCHES, AT ITS DISCRETION, OUTSTANDING WARRANTS 2014 AT ANY TIME UNTIL DECEMBER 31, 2010 AT A UNIT PRICE OF €0.01 PROVIDED THAT THE PARITY VALUE (AS DEFINED IN THE PROSPECTUSES) EXCEEDS THE RELEVANT NEW SOFT CALL PRICE, DEPENDING ON THE APPLICABLE TRANCHE, IN EACH CASE WITH THE NECESSARY SUBSEQUENT AMENDMENTS TO EFFECT THE PROPOSED AMENDMENTS TO THE TERMS AND CONDITIONS OF THE WARRANTS.

As from the date of the December 2009 Warrantholders Meeting, the terms and conditions of the Warrants 2014 were amended according to specific terms until February 15, 2010. The Meeting is invited to open a new period during which these specific terms shall be applicable until December 31, 2010 included.

The Meeting is also invited to allow Warrantholders, until December 31, 2010 included, to pay for the exercise price of the Warrants 2014 by remittance of bonds issued by Orco Germany S.A. under the prospectus dated May 25, 2007 (the "OG Bonds"), at their principal amount.

The Meeting is therefore invited to resolve to amend the current terms of the Warrants 2014 until December 31, 2010 (included) as follows:

(i) New Exercise Price and New Exercise Ratio

As a result of the amendment, until December 31, 2010 (included), each Warrant 2014 shall entitle its holder to acquire 8.70 existing Shares and/or subscribe to 8.70 new Shares (the "New Exercise Ratio") at the Exercise Price of €60.90 to be paid in cash (as defined in the Prospectuses) (the "New Exercise Price").

As a result of the amendment, until December 31, 2010 (included), for every N (as defined below) Warrants 2014 exercised, the Warrantholders may pay for their subscription of €A (as defined below) by (i) the sale to the Company of X (as defined below) OG Bonds with an initial nominal value of €676 per OG Bond at a price equal to its outstanding principal amount as of the date of the sale ("OPA") and (ii) the payment in cash of R € (as defined below).

Where:

"X" means the number of OG Bonds sold to the Company;

"N" means the number of Warrants 2014 exercised rounded up to the nearest whole number calculated according to the following formula:

$$X * ONV / K;$$

"K" means the applicable Exercise Price (as defined pursuant to section 4.2.1.7.1 of the Prospectus) as of the date of the exercise of such Warrants 2014;

"A" means the amount calculated according to the following formula:

$$N \times K;$$

"R" means the amount calculated according to the following formula:

$$A - (X \times ONV).$$

As from January 1, 2011, the New Exercise Ratio and the New Exercise Price will automatically be adjusted back respectively to 1.60 (being, as the case may be, subject to any adjustment applicable from the date of this Meeting according to section 4.2.2.4) and €11.20.

(ii) Redemption of the Warrants 2014 at the Company's option:

The Meeting resolves to modify, until December 31, 2010, the Current Soft Call Price (as defined in the third resolution of the December 2009 Warrantholders Meeting) to €87.00 for a first tranche of the Warrants 2014 (one third of the outstanding Warrants 2014), to €130.50 for a second tranche of the Warrants 2014 (half of the outstanding Warrants 2014) and €174.00 for a third and last tranche of the Warrants 2014 (all of the outstanding Warrants 2014), (the "New Soft Call Prices").

As from January 1, 2011, the New Soft Call Prices will automatically be adjusted back to € 16 (for the first tranche), € 24 (for the second tranche) and €32 (for the third tranche).

Please refer to the company's website at www.orcogroup.com for further details pertaining to the proposed amendments to the terms and conditions of the Warrants 2014 being subject to their approval by the Meeting.

The Meeting shall not validly deliberate on the agenda mentioned above, unless at least one half of the total number of the Warrants 2014 outstanding at the time of the Meeting is represented.

If such quorum is not met, a second meeting may be convened, by means of notices published twice at fifteen days interval at least and fifteen days before the meeting in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations and in two Luxembourg newspapers. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the Warrants 2014 represented.

At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least seventy-five (75%) percent of the votes cast by the Warrantholders present or represented.

Copies of the Prospectuses, the articles of association of the Company and the proposed amendments to the terms and conditions of the Warrants 2014 are available on the Company's website at www.orcogroup.com and at the registered office of the Company upon request.

The board of directors of the Company would like to point out that for Warranholders whose ownership is directly or indirectly recorded in the warrant registry of the Company, the conditions for attendance or representation at the Meeting are as follows:

1. Conditions for personal attendance

(i) Warranholders whose ownership is indirectly recorded in the warrant registry of the Company

Warranholders whose ownership is indirectly recorded in the warrant registry of the Company and who elect to attend the Meeting in person must use their usual applicable contacting method for informing their financial intermediary, with whom their Warrants 2014 are on deposit, accordingly. They must further request their financial intermediary, with whom their Warrants 2014 are on deposit, to block their Warrants 2014 to the relevant central registration bank no later than 5 business days prior to the Meeting.

Their Warrants shall be blocked until the close of the Meeting.

The Warranholders shall also announce their intention to participate at the Meeting by completing, signing, dating and returning on no later than 20 March 2010, at the latest to the relevant central registration bank or to the Company (C/O "Orco Property Group, Parc d'Activités Capellen, 40, L-8308 Capellen, à Ralph Limburg et David Benhamou, département juridique"), the participation form that can be obtained at the registered office of the Company upon request or downloaded from the Company's website at www.orcogroup.com or ultimately upon request to the financial intermediaries or the relevant central registration bank.

(ii) Warranholders whose ownership is directly recorded in the warrant registry of the Company

Warranholders whose ownership is directly recorded in the warrant registry of the Company, shall announce their intention to participate to the Meeting by completing, signing, dating and returning on 20 March 2010, at the latest to the relevant central registration bank or to the Company (C/O "Orco Property Group, Parc d'Activités Capellen, 40, L-8308 Capellen, à Ralph Limburg et David Benhamou, département juridique") the participation form that can be obtained at the registered office of the Company upon request or downloaded from the Company's website at www.orcogroup.com or ultimately upon request to the financial intermediaries or the relevant central registration bank.

2. Conditions for proxy voting or grant a mandate

(i) Warranholders whose ownership is indirectly recorded in the warrant registry of the Company

Warranholders whose ownership is indirectly recorded in the warrant registry of the Company and who are unable to attend the Meeting in person, may give a voting instruction to a third party that the Warranholder designates.

Prior to giving voting instructions to a proxy, this Warranholder must a) have instructed the relevant central registration bank to block its Warrants 2014 (see "Conditions for personal attendance"), and b) complete, sign and date the participation form that can be obtained at the registered office of the Company upon request or downloaded from the Company's website at www.orcogroup.com or ultimately upon request to the financial intermediaries or the relevant central registration bank, indicating the name of the proxy.

The completed, signed and dated participation form must be returned to the relevant central registration bank or to the Company (C/O "Orco Property Group, Parc d'Activités Capellen, 40, L-8308 Capellen, à Ralph Limburg et David Benhamou, département juridique") no later than 20 March, 2010, at the latest, in order to have that name recorded on the registration list of the Meeting.

If a Warranholder wishes to be represented by a proxy other than the Chairman of the Meeting, then this holder must (a) have instructed the relevant central registration bank to block its Warrants 2014 (see "Conditions for personal attendance"), and (b) complete, sign and date the participation form that can be obtained at the registered office of the Company upon request or downloaded from the Company's website at www.orcogroup.com or ultimately upon request to the financial intermediaries or the relevant central registration bank, indicating the name of the proxy. The completed, signed and dated participation form must be returned to the relevant central registration bank or to the Company (C/O "Orco Property Group, Parc d'Activités Capellen, 40, L-8308 Capellen, à Ralph Limburg et David Benhamou, département juridique") no later than 20 March, 2010, at the latest, in order to have that name recorded on the registration list of the Meeting.

Warranholders, who have blocked their Warrants 2014 and have executed a participation form but who wish to revoke such proxy may do so at any time by timely delivering a properly executed, later dated participation form no later than 20 March, 2010, at the latest, or by properly attending and voting in person at the Meeting.

Simply attending the Meeting without voting will not revoke the proxy.

(ii) Warranholders whose ownership is directly recorded in the warrant registry of the Company.

Warranholders whose ownership is directly recorded in the warrant registry of the Company must complete, sign and date the participation form that can be obtained at the registered office of the Company upon request or downloaded from the Company's website at www.orcogroup.com or ultimately upon request to the financial intermediaries or the relevant central registration bank.

The completed, signed and dated participation form must be returned to the relevant central registration bank or to the Company (C/O "Orco Property Group, Parc d'Activités Capellen, 40, L-8308 Capellen, à Ralph Limburg et David Benhamou, département juridique") no later than 20 March, 2010, at the latest.

3. Request for information and central registration banks

Warrantheolders looking for more information can do so by:

(i) contacting directly the Company's services:

* At the registered office of the Company- Legal Department

Tel.: +352 26 47 67 24

Fax.: +352 26 47 67 67

(ii) contacting one of the central registration banks :

* For Warrants 2014 that are included in the Euroclear France system and that are admitted to trading on Euronext Paris by NYSE Euronext:

CACEIS

14, rue Rouget de Lisle F - 92189 Issy les Moulineaux

Tel.: +33 157783479 (Julien Manuel)

Fax: + 33 149080582 or + 33 1 49080583

* For Warrants 2014 that are included in the Clearstream Banking or Euroclear Bank system and that are admitted to trading on Euronext Brussels by NYSE Euronext:

The Bank of New York Mellon

Bank of New York Mellon, One Canada Square, London, E14 5AL

Tel: +44 207 9648849

Fax: +44 207 9642536

Luxembourg, March 5, 2010

For the board of directors of the Company

(The Chairman)

Référence de publication: 2010022660/1273/177.

Orco Property Group, Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 40, Parc d'Activités Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 44.996.

RECTIFICATIF

Il y a lieu de rectifier comme suit la publication, dans le présent numéro du Mémorial C, de l'avis de convocation adressé aux détenteurs des "warrants 2014" pour l'assemblée générale du 25 mars 2010:

Sous le titre "PROPOSED AMENDMENTS", au point 2 sous (i) - "New Exercise Price and New Exercise Ratio":

au lieu de:

"Where:

(...)

"N" means the number of Warrants 2014 exercised rounded up to the nearest whole number calculated according to the following formula:

$$X * ONV / K;$$

(...)

"R" means the amount calculated according to the following formula:

$$A - (X * ONV).",$$

lire:

"Where:

(...)

"N" means the number of Warrants 2014 exercised rounded up to the nearest whole number calculated according to the following formula:

$$X * OPA / K;$$

(...)

"R" means the amount calculated according to the following formula:

$$A - (X * OPA)."$$

Les mêmes corrections doivent être apportées à la première publication de ladite convocation, dans le Mémorial C n° 493 du 8 mars 2010.

Référence de publication: 2010027143/1273/30.

db x-trackers, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 119.899.

The ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of the Company (the "Meeting") will be held on *26 March 2010* at 11.00 a.m. at the registered office of the Company at 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the audited financial statements of the Company including the Board of Director's Report and the Auditor's Report for the fiscal year ended 31 December 2009.
2. Allocation of the results for the fiscal year ended 31 December 2009 and ratification of the declaration of distribution of dividends in respect of the shares of Class 1D of the sub-funds of the Company where such Class 1D shares have been issued.
3. Discharge to be granted to the directors with respect to the performance of their duties during the fiscal year ended 31 December 2009.
4. Re-election of Messrs Werner Burg, Klaus-Michael Vogel, Jacques Elvinger as Directors until the next Annual General Meeting to be held in 2011.
5. Re-election of Ernst & Young S.A. as Independent Auditor of the Company until the next Annual General Meeting to be held in 2011.
6. Any other business which may be properly brought before the meeting.

The shareholders are advised that no quorum for the items of the agenda is required and that the decisions will be taken at the majority vote of the shares present or represented at the Meeting. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at the Meeting by person or by proxy.

By order of the Board of Directors.

Référence de publication: 2010023109/755/26.

Orco Property Group, Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 40, Parc d'Activités Capellen.
R.C.S. Luxembourg B 44.996.

A GENERAL MEETING

of the holders of the warrants 2012 (the "Warrantholders"), registered under ISIN code: LU0234878881 (the "Warrants 2012") as described under the Prospectus (as defined below) and by the general meeting of the Warrantholders held on January 20, 2010 (the "Warrantholders Meeting"), issued by the Company at the occasion of the issue of €50,272,605.30 bonds with redeemable warrants attached on November 18, 2005 pursuant to a prospectus dated November 14, 2005 (the "Prospectus") will be held at the registered office of the Company, Parc d'Activités Capellen, 40, L-8308 Capellen, Grand Duchy of Luxembourg, on *March 25, 2010* at 11.30 Central European time ("CET") (the "Meeting"), in order to consider the following agenda:

Agenda:

- Approval of the amendment of the section 4.2.1.7.2 of the Prospectus.

PROPOSED AMENDMENT

Amendment of the section 4.2.1.7.2 of the Prospectus.

As of the date of the Meeting, and following prior adjustments made in accordance with the terms and conditions of the Warrants 2012, the current terms of the Warrants 2012 are the following:

"The Redeemable Share Subscription Warrants may be exercised with effect from from 18 November 2005 for 7 years until 18 November 2012 inclusive."

The Meeting is invited to resolve to amend the current terms of the Warrants 2012 as follows:

"The Warrants may be exercised at any time from and including 18 November 2005 up to the close of business on December 31, 2019 included."

When referring to the Warrants 2012 in the Prospectus, the date "18 November 2012" shall be replaced by "December 31, 2019".

Please refer to the company's website at www.orcogroup.com for further details pertaining to the proposed amendments to the terms and conditions of the Warrants 2012 being subject to their approval by the Meeting.

The Meeting shall not validly deliberate on the agenda mentioned above, unless at least one half of the total number of the Warrants 2012 outstanding at the time of the Meeting is represented.

If such quorum is not met, a second meeting may be convened, by means of notices published twice at fifteen days interval at least and fifteen days before the meeting in the *Mémorial C*, *Recueil des Sociétés et Associations* and in two Luxembourg newspapers. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the Warrants 2012 represented.

At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least seventy-five (75%) percent of the votes cast by the Warranholders present or represented.

Copies of the Prospectus, the articles of association of the Company and the proposed amendments to the terms and conditions of the Warrants 2012 are available on the Company's website at www.orcogroup.com and at the registered office of the Company upon request.

The board of directors of the Company would like to point out that for Warranholders whose ownership is directly or indirectly recorded in the warrant registry of the Company, the conditions for attendance or representation at the Meeting are as follows:

1. Conditions for personal attendance

(i) Warranholders whose ownership is indirectly recorded in the warrant registry of the Company

Warranholders whose ownership is indirectly recorded in the warrant registry of the Company and who elect to attend the Meeting in person must use their usual applicable contacting method for informing their financial intermediary, with whom their Warrants 2012 are on deposit, accordingly. They must further request their financial intermediary, with whom their Warrants 2012 are on deposit, to send a blocking certificate (the "blocking certificate") for their Warrants 2012 to the relevant central registration bank no later than 5 business days prior to the Meeting.

Such blocking certificate must indicate clearly the precise identity of the Warranholder, the number of Warrants 2012 being blocked, the date such Warrants 2012 are being blocked, which must be no later than March 20, 2010, and a statement that the relevant Warrants 2012 are registered in the local bank or brokers records in the holder's name and shall be blocked until the close of the Meeting.

The Warranholders must bring a copy of the blocking certificate to the Meeting.

The Warranholders shall also announce their intention to participate at the Meeting by completing, signing, dating and returning on no later than March 20, 2010, at the latest to the relevant central registration bank or to the Company (C/O Orco Property Group, Parc d'Activités Capellen, 40, L-8308 Capellen, to the attention of Ralph Limburg and David Benhamou), the participation form that can be obtained at the registered office of the Company upon request or downloaded from the Company's website at www.orcogroup.com or ultimately upon request to the financial intermediaries or the relevant central registration bank.

(ii) Warranholders whose ownership is directly recorded in the warrant registry of the Company

Warranholders whose ownership is directly recorded in the warrant registry of the Company, shall announce their intention to participate to the Meeting by completing, signing, dating and returning on March 20, 2010, at the latest to the relevant central registration bank or to the Company (C/O Orco Property Group, Parc d'Activités Capellen, 40, L-8308 Capellen, to the attention of Ralph Limburg and David Benhamou) the participation form that can be obtained at the registered office of the Company upon request or downloaded from the Company's website at www.orcogroup.com or ultimately upon request to the financial intermediaries or the relevant central registration bank.

2. Conditions for proxy voting or grant a mandate

(i) Warranholders whose ownership is indirectly recorded in the warrant registry of the Company

Warranholders whose ownership is indirectly recorded in the warrant registry of the Company and who are unable to attend the Meeting in person, may give a voting instruction to a third party that the Warranholder designates.

Prior to giving voting instructions to a proxy, this Warranholder must a) have obtained and delivered to the relevant central registration bank the blocking certificate described above (see "Conditions for personal attendance"), and b) complete, sign and date the participation form that can be obtained at the registered office of the Company upon request or downloaded from the Company's website at www.orcogroup.com or ultimately upon request to the financial intermediaries or the relevant central registration bank, indicating the name of the proxy.

The completed, signed and dated participation form must be returned to the relevant central registration bank or to the Company (C/O Orco Property Group, Parc d'Activités Capellen, 40, L-8308 Capellen, to the attention of Ralph Limburg and David Benhamou) no later than March 20, 2010, at the latest, in order to have that name recorded on the registration list of the Meeting.

If a Warranholder wishes to be represented by a proxy other than the Chairman of the Meeting, then this holder must (a) have obtained and delivered to the relevant central registration bank the blocking certificate described above (see "Conditions for personal attendance"), and (b) complete, sign and date the participation form that can be obtained at the registered office of the Company upon request or downloaded from the Company's website at www.orcogroup.com or ultimately upon request to the financial intermediaries or the relevant central registration bank, indicating the name of the proxy. The completed, signed and dated participation form must be returned to the relevant

central registration bank or to the Company (C/O Orco Property Group, Parc d'Activités Capellen, 40, L-8308 Capellen, to the attention of and Ralph Limburg and David Benhamou) no later than March 20, 2010, at the latest, in order to have that name recorded on the registration list of the Meeting.

Warranholders, who have obtained the blocking certificate and have executed a participation form but who wish to revoke such proxy may do so at any time by timely delivering a properly executed, later dated participation form no later than March 20, 2010, at the latest, or by properly attending and voting in person at the Meeting.

Simply attending the Meeting without voting will not revoke the proxy.

(ii) Warranholders whose ownership is directly recorded in the warrant registry of the Company.

Warranholders whose ownership is directly recorded in the warrant registry of the Company must complete, sign and date the participation form that can be obtained at the registered office of the Company upon request or downloaded from the Company's website at www.orcogroup.com or ultimately upon request to the financial intermediaries or the relevant central registration bank.

The completed, signed and dated participation form must be returned to the relevant central registration bank or to the Company (C/O Orco Property Group, Parc d'Activités Capellen, 40, L-8308 Capellen, to the attention of Ralph Limburg and David Benhamou) no later than March 20, 2010, at the latest.

3. Request for information and central registration banks

Warranholders looking for more information can do so by:

(i) contacting directly the Company's services:

At the registered office of the Company- Legal Department

Tel.: +352 26 47 67 24

Fax.: +352 26 47 67 67

(ii) contacting one of the central registration banks:

CACEIS

14, rue Rouget de Lisle F - 92189 Issy les Moulineaux

Tel.: +33 157783479 (Julien Manuel)

Fax: + 33 149080582 or + 33 1 49080583

Luxembourg, March 5, 2010

For the board of directors of the Company

(The Chairman)

Référence de publication: 2010022662/1273/116.

Comgest Asia, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 43.621.

Le Conseil d'Administration de la Société sous rubrique a l'honneur de convoquer Messieurs les Actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 25 mars 2010 à 10.30 heures, au Siège social de la Société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Nomination du Président de l'Assemblée.
2. Présentation et approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises au 31 décembre 2009.
3. Présentation et approbation des Bilan et Comptes de Pertes et Profits au 31 décembre 2009.
4. Affectation des résultats.
5. Décharge des Administrateurs pour l'exercice de leur mandat durant l'année financière se terminant au 31 décembre 2009.
6. Elections statutaires.
7. Divers.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires nominatifs qui désirent prendre part à l'Assemblée Générale Ordinaire sont priés de faire connaître à la Société, deux jours francs au moins avant l'Assemblée, leur intention d'y participer. Ils y seront admis sur justification de leur identité.

Les actionnaires nominatifs qui ne pourraient assister en personne à l'Assemblée sont invités à envoyer une procuration complétée, datée et signée au plus tard deux jours francs avant l'Assemblée à CACEIS Bank Luxembourg, à l'attention de Mme Céline Moine, au 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (fax: 00352.47.67.33.45).

A cet effet, des formulaires de procuration sont disponibles sur simple demande au siège social de la Société.

Afin de permettre à CACEIS Bank Luxembourg (CACEIS BL), en sa capacité d'agent de transfert et agent domiciliataire de la Société, d'assurer le lien entre les procurations reçues et le registre des actionnaires de la Société, les actionnaires participant à l'Assemblée par le biais d'une procuration sont priés de renvoyer cette dernière accompagnée d'une photocopie de leur carte d'identité/passeport en cours de validité, ou de la liste des signatures autorisées, si l'actionnaire agit pour le compte d'une compagnie.

Le non-respect de cette condition rendra impossible l'identification de l'actionnaire, CACEIS BL étant instruit par le Conseil d'Administration de la Société de ne pas prendre en considération ces procurations.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010023659/755/37.

Cable Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 91.941.

In the year two thousand and nine, on the twenty-first day of December.

Before us Me Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven.

There appeared:

CAYMAN CABLE HOLDING, L.P., with registered office at PO Box 309GT, Ugland House, South Church Street, George Town, Grand Cayman, Cayman Islands, here represented by Marie-Claude FRANK, attorney-at-law, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Which said proxy signed 'ne varietur' by the representative of the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The prenamed limited partnership CAYMAN CABLE HOLDING, L.P. is the sole shareholder of "CABLE HOLDING S.à r.l.", having its registered office in L-1724 Luxembourg, 17, boulevard Prince Henri, registered at the Register of Commerce and Companies of Luxembourg section B number 91.941, incorporated on January 21, 2003, by a deed of the undersigned notary, published in the Memorial C, under number 361 of April 3, 2003 (the "Company"). The articles of association were amended a last time pursuant to a deed of the undersigned notary, on April 13, 2006, published in the Memorial C, under number 1614 of August 25, 2006.

Which appearing person, acting in its above-mentioned capacity, requested the undersigned notary to draw up as follows:

That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Restructuring of the share capital with the purposes (i) to create the following six (6) classes of shares: ordinary shares, redeemable preference shares of class A, redeemable preference shares of class B, redeemable preference shares of class C, redeemable preference shares of class D and redeemable preference shares of class E, having the rights as set out in the amended articles of association and (ii) to make a stock split by reducing the par value of each share from one hundred euros (EUR 100.-) to one euro (EUR 1.-) and increasing accordingly the number of shares in issue from five thousand three hundred and twenty seven (5,327) to five hundred and thirty two thousand seven hundred (532,700).

2. Subsequent conversion of the five hundred and thirty two thousand seven hundred (532,700) existing shares into:-

- thirty two thousand seven hundred (32,700) ordinary shares;
- one hundred thousand (100,000) redeemable preference shares of class A;
- one hundred thousand (100,000) redeemable preference shares of class B;
- one hundred thousand (100,000) redeemable preference shares of class C;
- one hundred thousand (100,000) redeemable preference shares of class D; and
- one hundred thousand (100,000) redeemable preference shares of class E.

3. Subsequent amendment of Articles 6 and 7 of the Company's articles of association as follows:

" **Art. 6.** The company's share capital is set at five hundred and thirty two thousand seven hundred euros (EUR 532,700.-) represented by:

- thirty two thousand seven hundred (32,700) ordinary shares (the "Ordinary Shares");
- one hundred thousand (100,000) redeemable preference shares of class A (the "A Preference Shares");
- one hundred thousand (100,000) redeemable preference shares of class B (the "B Preference Shares");
- one hundred thousand (100,000) redeemable preference shares of class C (the "C Preference Shares");

- one hundred thousand (100,000) redeemable preference shares of class D (the "D Preference Shares"); and
 - one hundred thousand (100,000) redeemable preference shares of class E (the "E Preference Shares"),
 each share having a par value of one euro (EUR 1.-) duly subscribed for and fully paid up (collectively, the "shares" and each individually a "share").

The capital of the company may be increased or reduced by a resolution of the sole shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be, adopted in the manner required for amendment of these articles of association.

The share capital of the company may be reduced through the cancellation of shares including by the repurchase and cancellation of one (1) or more entire classes of shares.

A reduction of share capital through repurchase and cancellation of a class of shares shall be subject to the following requirements:

A. Repurchases may only be made in the alphabetical order and within the following periods:

(1) the A Preference Shares may only be repurchased between January 1st and December 31st, 2010;

(2) the B Preference Shares may only be repurchased between January 1st and December 31st, 2011;

(3) the C Preference Shares may only be repurchased between January 1st and December 31st, 2012;

(4) the D Preference Shares may only be repurchased between January 1st and December 31st, 2013;

(5) the E Preference Shares may only be repurchased between January 1st and December 31st, 2014;

(in each case, the "Initial Repurchase Period"); and

(6) thereafter, every fifth anniversary year of the Initial Repurchase Period in respect of each class of shares (the "Subsequent Repurchase Periods" and together with the Initial Repurchase Period, the "Relevant Repurchase Periods" in respect of each class of shares);

provided that in case a class of shares has been repurchased, (i) the starting date of the Relevant Repurchase Period for the next class of shares to be repurchased is anticipated to the first business day after the Repurchase Date (as defined below) in respect of the repurchased shares, while the closing date of that Relevant Repurchase Period remains December 31st of the following year, and (ii) each Subsequent Repurchase Periods for all remaining classes of shares is anticipated by one (1) year per repurchased class of shares.

B. The repurchase value for a class of shares to be repurchased (the "Repurchase Value") is (1) equal to the total amount of (a) net profits of the company (including current year and carried forward profits), plus (b) any freely distributable reserves (including any share or issue premiums), less (c) any losses (including carried forward losses), less (d) any sums to be placed into undistributable reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the articles of association, less (e) an amount equal to any accrued and/or outstanding Ordinary Dividend, but (2) capped at an amount equal to either (i) the amount of liquidities of the company available as of the relevant Repurchase Date reduced by an amount equal to any accrued and/or outstanding Ordinary Dividend, or (ii) such assets, receivables and credit rights generally which can be assigned in kind by the company for settlement of the Repurchase Value, or (iii) any amounts of mutual indebtedness between the company and the holder(s) of the relevant class of shares capable to be settled by way of set-off.

All of the items (a) to (e) under point (1) of the above definition of the Repurchase Value must be set out in interim financial statements to be drawn up no earlier than three (3) weeks before the relevant Repurchase Date. Each of the items (i) to (iii) under point (2) of the above definition of the Repurchase Value shall be assessed by the board of managers of the company in good faith and with a view to the company's ability to continue as a going concern. The final cap to be retained under said point (2) shall be determined by the board of managers in its reasonable discretion and within the best corporate interest of the company.

C. Each class of shares shall be repurchased during a Relevant Repurchase Period, in whole, but not in part, upon notice being given by the company to all of the holders of that class of shares specifying (i) the date upon which such shares are to be repurchased (the "Repurchase Date"), which must be a date no earlier than five (5) business days after the date upon which such notice is given and (ii) the Repurchase Value.

D. Following a repurchase of shares pursuant to this Article 6, the shares so repurchased shall be cancelled with effect on the Repurchase Date and the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders shall take all necessary steps for the purpose of updating the articles of association of the company and the register of the shareholders as a result of any cancellation of repurchased shares.

E. Upon completion of the repurchase and cancellation of the shares of the relevant class on the relevant Repurchase Date, the Repurchase Value will become due and payable by the company. For the avoidance of doubt, the company may discharge its payment obligation in cash, in kind or by way of set-off (including by close-out netting or otherwise)."

" **Art. 7. A.** Each share is entitled to one (1) vote at ordinary and extraordinary general meetings.

B. The shares give their holders the right to the following distribution entitlements:

a) The A Preference Shares, the B Preference Shares, the C Preference Shares, the D Preference Shares and the E Preference Shares respectively shall be entitled, on a preferential basis, to the Repurchase Value if a repurchase occurs within a Relevant Repurchase Period with respect to any such class of shares.

b) The Ordinary Shares shall be entitled to an exclusive cumulative dividend amounting to zero point zero one percent (0.01%) of the net annual profit of the company (the "Ordinary Dividend").

c) Without prejudice to B. a) above, each of the A Preference Shares, the B Preference Shares, the C Preference Shares, the D Preference Shares and the E Preference Shares shall be entitled to share on a pro-rata basis any residual profits remaining in the company after the payment or provisioning of the Ordinary Dividend.

C. Shares are freely transferable among shareholders. Transfer of shares inter vivos to non shareholders may only be made with the prior approval of shareholders representing three quarters (3/4) of the corporate capital. Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the law on commercial companies.

D. The shares are indivisible with regard to the company, which admit only one (1) owner for each of them."

After this had been set forth, the above named shareholder of the Company, representing the entire capital of the Company, now requests the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder decides to restructure the share capital of the Company with the purposes (i) to create the following six (6) classes of shares: ordinary shares, redeemable preference shares of class A, redeemable preference shares of class B, redeemable preference shares of class C, redeemable preference shares of class D and redeemable preference shares of class E, having the rights as set out in the amended articles of association below, and (ii) to make a stock split by reducing the par value of each share from one hundred euros (EUR 100.-) to one euro (EUR 1.-) and increasing accordingly the number of shares in issue from five thousand three hundred and twenty seven (5,327) to five hundred and thirty two thousand seven hundred (532,700).

Second resolution

The sole shareholder decides to subsequently convert the five hundred and thirty two thousand seven hundred (532,700) existing shares into:

- thirty two thousand seven hundred (32,700) ordinary shares;
- one hundred thousand (100,000) redeemable preference shares of class A;
- one hundred thousand (100,000) redeemable preference shares of class B;
- one hundred thousand (100,000) redeemable preference shares of class C;
- one hundred thousand (100,000) redeemable preference shares of class D; and
- one hundred thousand (100,000) redeemable preference shares of class E.

Third resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, articles 6 and 7 (all other provisions of the Company's articles of association remaining unchanged) are amended and shall now read as follows:

" **Art. 6.** The company's share capital is set at five hundred and thirty two thousand seven hundred euros (EUR 532,700.-) represented by:

- thirty two thousand seven hundred (32,700) ordinary shares (the "Ordinary Shares");
- one hundred thousand (100,000) redeemable preference shares of class A (the "A Preference Shares");
- one hundred thousand (100,000) redeemable preference shares of class B (the "B Preference Shares");
- one hundred thousand (100,000) redeemable preference shares of class C (the "C Preference Shares");
- one hundred thousand (100,000) redeemable preference shares of class D (the "D Preference Shares"); and
- one hundred thousand (100,000) redeemable preference shares of class E (the "E Preference Shares"),

each share having a par value of one euro (EUR 1.-) duly subscribed for and fully paid up (collectively, the "shares" and each individually a "share"). The capital of the company may be increased or reduced by a resolution of the sole shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be, adopted in the manner required for amendment of these articles of association.

The share capital of the company may be reduced through the cancellation of shares including by the repurchase and cancellation of one (1) or more entire classes of shares.

A reduction of share capital through repurchase and cancellation of a class of shares shall be subject to the following requirements:

A. Repurchases may only be made in the alphabetical order and within the following periods:

- (1) the A Preference Shares may only be repurchased between January 1st and December 31st, 2010;
- (2) the B Preference Shares may only be repurchased between January 1st and December 31st, 2011;
- (3) the C Preference Shares may only be repurchased between January 1st and December 31st, 2012;
- (4) the D Preference Shares may only be repurchased between January 1st and December 31st, 2013;
- (5) the E Preference Shares may only be repurchased between January 1st and December 31st, 2014;

(in each case, the "Initial Repurchase Period"); and

(6) thereafter, every fifth anniversary year of the Initial Repurchase Period in respect of each class of shares (the "Subsequent Repurchase Periods" and together with the Initial Repurchase Period, the "Relevant Repurchase Periods" in respect of each class of shares);

provided that in case a class of shares has been repurchased, (i) the starting date of the Relevant Repurchase Period for the next class of shares to be repurchased is anticipated to the first business day after the Repurchase Date (as defined below) in respect of the repurchased shares, while the closing date of that Relevant Repurchase Period remains December 31st of the following year, and (ii) each Subsequent Repurchase Periods for all remaining classes of shares is anticipated by one (1) year per repurchased class of shares.

B. The repurchase value for a class of shares to be repurchased (the "Repurchase Value") is (1) equal to the total amount of (a) net profits of the company (including current year and carried forward profits), plus (b) any freely distributable reserves (including any share or issue premiums), less (c) any losses (including carried forward losses), less (d) any sums to be placed into undistributable reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the articles of association, less (e) an amount equal to any accrued and/or outstanding Ordinary Dividend, but (2) capped at an amount equal to either (i) the amount of liquidities of the company available as of the relevant Repurchase Date reduced by an amount equal to any accrued and/or outstanding Ordinary Dividend, or (ii) such assets, receivables and credit rights generally which can be assigned in kind by the company for settlement of the Repurchase Value, or (iii) any amounts of mutual indebtedness between the company and the holder(s) of the relevant class of shares capable to be settled by way of set-off.

All of the items (a) to (e) under point (1) of the above definition of the Repurchase Value must be set out in interim financial statements to be drawn up no earlier than three (3) weeks before the relevant Repurchase Date. Each of the items (i) to (iii) under point (2) of the above definition of the Repurchase Value shall be assessed by the board of managers of the company in good faith and with a view to the company's ability to continue as a going concern. The final cap to be retained under said point (2) shall be determined by the board of managers in its reasonable discretion and within the best corporate interest of the company.

C. Each class of shares shall be repurchased during a Relevant Repurchase Period, in whole, but not in part, upon notice being given by the company to all of the holders of that class of shares specifying (i) the date upon which such shares are to be repurchased (the "Repurchase Date"), which must be a date no earlier than five (5) business days after the date upon which such notice is given and (ii) the Repurchase Value.

D. Following a repurchase of shares pursuant to this Article 6, the shares so repurchased shall be cancelled with effect on the Repurchase Date and the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders shall take all necessary steps for the purpose of updating the articles of association of the company and the register of the shareholders as a result of any cancellation of repurchased shares.

E. Upon completion of the repurchase and cancellation of the shares of the relevant class on the relevant Repurchase Date, the Repurchase Value will become due and payable by the company. For the avoidance of doubt, the company may discharge its payment obligation in cash, in kind or by way of set-off (including by close-out netting or otherwise)."

" Art. 7.

A. Each share is entitled to one (1) vote at ordinary and extraordinary general meetings.

B. The shares give their holders the right to the following distribution entitlements:

a) The A Preference Shares, the B Preference Shares, the C Preference Shares, the D Preference Shares and the E Preference Shares respectively shall be entitled, on a preferential basis, to the Repurchase Value if a repurchase occurs within a Relevant Repurchase Period with respect to any such class of shares.

b) The Ordinary Shares shall be entitled to an exclusive cumulative dividend amounting to zero point zero one percent (0.01%) of the net annual profit of the company (the "Ordinary Dividend").

c) Without prejudice to B. a) above, each of the A Preference Shares, the B Preference Shares, the C Preference Shares, the D Preference Shares and the E Preference Shares shall be entitled to share on a pro-rata basis any residual profits remaining in the company after the payment or provisioning of the Ordinary Dividend.

C. Shares are freely transferable among shareholders. Transfer of shares inter vivos to non shareholders may only be made with the prior approval of shareholders representing three quarters (3/4) of the corporate capital. Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the law on commercial companies.

D. The shares are indivisible with regard to the company, which admit only one (1) owner for each of them."

Costs

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever incumbent to the company and charged to it by reason of the present deed are assessed at two thousand three hundred euros (EUR 2,300.-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the appearing person, this deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof this deed was drawn up in Luxembourg, on the date set at the beginning of this deed.

This deed having been read to the appearing person, who is known to the notary by its first and surnames, civil status and residence, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française:

L'an deux mille neuf, le vingt et un décembre.

Par devant Me Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

A comparu:

CAYMAN CABLE HOLDING, L.P., dont le siège social se trouve au PO Box 309GT, Ugland House, South Church Street, George Town, Grand Cayman, Iles Cayman, ici représentée par Marie-Claude FRANK, avocat à la Cour, avec résidence à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration signée 'ne varietur' par le représentant de la personne comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée en même temps que ce dernier auprès des autorités d'enregistrement.

Le limited partnership susmentionné CAYMAN CABLE HOLDING, L.P. est l'associé unique de "CABLE HOLDING S.à r.l.", dont le siège social se trouve au L-1724 Luxembourg, 17, boulevard Prince Henri, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B numéro 91.941, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné le 21 janvier 2003, publié dans le Mémorial C, sous le numéro 361 du 3 avril 2003 (la "Société"). Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois conformément à un acte du notaire soussigné en date du 13 avril 2006, publié dans le Mémorial C, sous le numéro 1614 du 25 août 2006.

Laquelle personne comparante, agissant en sa capacité susmentionnée, a prié le notaire soussigné d'acter que: L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Restructuration du capital social aux fins de (i) créer les six (6) classes de parts sociales suivantes: parts sociales ordinaires, parts sociales privilégiées rachetables de classe A, parts sociales privilégiées rachetables de classe B, parts sociales privilégiées rachetables de classe C, parts sociales privilégiées rachetables de classe D et parts sociales privilégiées rachetables de classe E, ayant les droits tels que déterminés dans les statuts modifiés, et (ii) procéder à une division de parts sociales en réduisant la valeur nominale de chaque part sociale de cent euros (100,- EUR) à un euro (1,- EUR) et en augmentant en conséquence le nombre de parts sociales émises de cinq mille trois cent vingt-sept (5.327) à cinq cent trente-deux mille sept cents (532.700).

2. Conversion subséquente des cinq cent trente-deux mille sept cents (532.700) parts sociales existantes en:-

- trente-deux mille sept cents (32.700) parts sociales ordinaires;
- cent mille (100.000) parts sociales privilégiées rachetables de classe A;
- cent mille (100.000) parts sociales privilégiées rachetables de classe B;
- cent mille (100.000) parts sociales privilégiées rachetables de classe C;
- cent mille (100.000) parts sociales privilégiées rachetables de classe D; et
- cent mille (100.000) parts sociales privilégiées rachetables de classe E.

3. Modification subséquente des Articles 6 et 7 des statuts de la Société comme suit:

" **Art. 6.** Le capital social de la société est fixé à cinq cent trente-deux mille sept cents euros (532.700,- EUR) représenté par:

- trente-deux mille sept cents (32.700) parts sociales ordinaires (les "Parts Ordinaires");
- cent mille (10.000) parts sociales privilégiées rachetables de classe A (les "Parts Privilégiées A");
- cent mille (100.000) parts sociales privilégiées rachetables de classe B (les "Parts Privilégiées B");
- cent mille (100.000) parts sociales privilégiées rachetables de classe C (les "Parts Privilégiées C");
- cent mille (100.000) parts sociales privilégiées rachetables de classe D (les "Parts Privilégiées D"); et
- cent mille (100.000) parts sociales privilégiées rachetables de classe E (les "Parts Privilégiées E"),

chaque part sociale ayant une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) dûment souscrite et intégralement libérée (collectivement, les "parts sociales" et chacune individuellement une "part sociale").

Le capital de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'associé unique ou, suivant le cas, de l'assemblée générale des associés, adoptée de la manière exigée pour la modification des présents statuts.

Le capital social de la société peut être réduit par l'annulation de parts sociales, y compris par le rachat et l'annulation d'une (1) ou plusieurs classes entières de parts sociales.

Une réduction du capital social par le rachat et l'annulation d'une classe de parts sociales sera soumise aux conditions suivantes:

A. Les rachats peuvent uniquement se faire selon l'ordre alphabétique et au cours des périodes suivantes:

(1) Les Parts Privilégiées A peuvent uniquement être rachetées entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2010;

- (2) Les Parts Privilégiées B peuvent uniquement être rachetées entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2011;
 - (3) Les Parts Privilégiées C peuvent uniquement être rachetées entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2012;
 - (4) Les Parts Privilégiées D peuvent uniquement être rachetées entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2013;
 - (5) Les Parts Privilégiées E peuvent uniquement être rachetées entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2014;
- (dans chaque cas, la "Période de Rachat Initiale"); et

(6) après, à chaque cinquième année anniversaire de la Période de Rachat Initiale respective pour chaque classe de parts sociales (les "Périodes de Rachat Subséquentes" et ensemble avec la Période de Rachat Initiale, les "Périodes de Rachat Pertinentes" pour chaque classe de parts sociales);

à condition que, en cas de rachat d'une classe de parts sociales, (i) la date de début de la Période de Rachat Pertinente pour la prochaine classe de parts sociales à racheter soit anticipée au premier jour ouvrable après la Date de Rachat (telle que définie ci-dessous) des parts sociales rachetées en question, tandis que le date de clôture de cette Période de Rachat Pertinente reste le 31 décembre de l'année suivante, et (ii) chaque Période de Rachat Subséquent pour toutes les classes de parts sociales restantes est anticipée d'un (1) an par classe de parts sociales rachetée.

B. La valeur de rachat d'une classe de parts sociales à racheter (la "Valeur de Rachat") est (1) égale au montant total (a) des bénéfices nets de la société (y compris les bénéfices de l'année en cours et les bénéfices reportés), plus (b) toute réserve librement distribuable (en ce compris toute prime liée aux parts sociales ou d'émission), moins (c) toutes pertes (y comprises les pertes reportées), moins (d) une quelconque somme à placer dans une/des réserve(s) non distribuable(s) conformément aux exigences de la loi ou des statuts, moins (e) un montant égal à un tout Dividende Ordinaire couru et/ou restant dû, et (2) limitée à un montant égal soit (i) au montant de liquidités de la société disponibles à la Date de Rachat pertinente réduit d'un montant équivalent à tout Dividende Ordinaire couru et/ou restant dû, soit (ii) aux actifs, créances et droits de créancier généraux qui peuvent être cédés en nature par la société pour le règlement de la Valeur de Rachat, soit (iii) à tout montant de dettes réciproques entre la société et le(s) titulaire(s) de la classe de parts sociales en question susceptible d'être réglé par voie de compensation. L'ensemble des éléments (a) à (e) sous le point (1) de la définition ci-dessus de la Valeur de Rachat doivent figurer dans des comptes intermédiaires qui doivent être établis au plus tôt trois (3) semaines avant la Date de Rachat en question. Chacun des éléments (i) à (iii) sous le point (2) de la définition ci-dessus de la Valeur de Rachat doit être évalué par le conseil de gérance de la société en toute bonne foi et au regard de la capacité de la société de continuer son activité. La limite finale à retenir sous le point (2) sera déterminée par le conseil de gérance à sa discrétion raisonnable et agissant dans le meilleur intérêt de la société.

C. Chaque classe de parts sociales sera rachetée durant une Période de Rachat Pertinente, dans son intégralité et non pas en partie, avec notification préalable donnée par la société à l'ensemble des détenteurs de cette classe de parts sociales précisant (i) la date à laquelle les parts sociales doivent être rachetées (la "Date de Rachat"), qui doit être une date tombant au moins cinq (5) jours ouvrables après la date à laquelle une telle notification a été faite et (ii) la Valeur de Rachat.

D. Suite à un rachat de parts sociales conformément au présent Article 6, les parts sociales ainsi rachetées seront annulées avec effet à la Date de Rachat et l'associé unique ou, suivant le cas, l'assemblée générale des associés, entreprendra toutes les démarches nécessaires afin de mettre à jour les statuts de la société et le registre des associés en conséquence de toute annulation de parts sociales rachetées.

E. Après achèvement du rachat et annulation des parts sociales dans la classe de parts sociales en question à la Date de Rachat pertinente, la Valeur de Rachat deviendra exigible et payable par la société. Afin de lever tout doute, la société peut se libérer de son obligation de payer en espèces, en nature ou par voie de compensation (en ce compris via compensation avec déchéance du terme ou autrement)."

" Art. 7.

A. Chaque part sociale a droit à un (1) vote lors des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

B. Les parts sociales donnent à leurs détenteurs le droit aux distributions suivantes:

a) Les Parts Privilégiées A, les Parts Privilégiées B, les Parts Privilégiées C, les Parts Privilégiées D et les Parts Privilégiées E auront respectivement droit, sur une base préférentielle, à la Valeur de Rachat si un rachat a lieu durant une Période de Rachat Pertinente en ce qui concerne telle classe de parts sociales.

b) Les Parts Ordinaires auront droit à un dividende cumulatif exclusif équivalent à zéro virgule zéro un pourcent (0,01%) du bénéfice net annuel de la société (le "Dividende Ordinaire").

c) Sous réserve du point B. a) ci-dessus, chacune des Parts Privilégiées A, des Parts Privilégiées B, des Parts Privilégiées C, des Parts Privilégiées D et des Parts Privilégiées E aura droit à partager au prorata tout bénéfice résiduel demeurant dans la société après paiement ou provisionnement du Dividende Ordinaire.

C. Les parts sociales sont librement transférables entre associés. La cession de parts sociales entre vifs à des non associés peut uniquement être réalisée avec l'accord préalable des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social. Dans les autres cas, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi sur les sociétés commerciales.

D. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société, qui admet un (1) seul détenteur pour chacune d'entre elles."

Après que ceci a été exposé, l'associé susmentionné de la Société, qui représente l'intégralité du capital de la Société, prie à présent le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide de restructurer le capital social de la Société aux fins de (i) créer les six (6) classes de parts sociales suivantes: parts sociales ordinaires, parts sociales privilégiées rachetables de classe A, parts sociales privilégiées rachetables de classe B, parts sociales privilégiées rachetables de classe C, parts sociales privilégiées rachetables de classe D et parts sociales privilégiées rachetables de classe E, ayant les droits tels que déterminés dans les statuts modifiés, et (ii) procéder à une division de parts sociales en réduisant la valeur nominale de chaque part sociale de cent euros (100,- EUR) à un euro (1,- EUR) et en augmentant en conséquence le nombre de parts sociales émises de cinq mille trois cent vingt-sept (5.327) à cinq cent trente-deux mille sept cents (532.700).

Deuxième résolution

L'associé unique décide de convertir par la suite les cinq cent trente-deux mille sept cents (532.700) parts sociales existantes en:

- trente-deux mille sept cents (32.700) parts sociales ordinaires;
- cent mille (100.000) parts sociales privilégiées rachetables de classe A;
- cent mille (100.000) parts sociales privilégiées rachetables de classe B;
- cent mille (100.000) parts sociales privilégiées rachetables de classe C;
- cent mille (100.000) parts sociales privilégiées rachetables de classe D; et
- cent mille (100.000) parts sociales privilégiées rachetables de classe E.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions suscitées, les articles 6 et 7 (toute autre disposition des statuts de la Société demeurant inchangée) sont modifiés comme suit:

" **Art. 6.** Le capital social de la société est fixé à cinq cent trente-deux mille sept cents euros (532.700,- EUR) représenté par:

- trente-deux mille sept cents (32.700) parts sociales ordinaires (les "Parts Ordinaires");
 - cent mille (10.000) parts sociales privilégiées rachetables de classe A (les "Parts Privilégiées A");
 - cent mille (100.000) parts sociales privilégiées rachetables de classe B (les "Parts Privilégiées B");
 - cent mille (100.000) parts sociales privilégiées rachetables de classe C (les "Parts Privilégiées C");
 - cent mille (100.000) parts sociales privilégiées rachetables de classe D (les "Parts Privilégiées D"); et
 - cent mille (100.000) parts sociales privilégiées rachetables de classe E (les "Parts Privilégiées E"),
- chaque part sociale ayant une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) dûment souscrite et intégralement libérée (collectivement, les "parts sociales" et chacune individuellement une "part sociale").

Le capital de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'associé unique ou, suivant le cas, de l'assemblée générale des associés, adoptée de la manière exigée pour la modification des présents statuts.

Le capital social de la société peut être réduit par l'annulation de parts sociales, y compris par le rachat et l'annulation d'une (1) ou plusieurs classes entières de parts sociales.

Une réduction du capital social par le rachat et l'annulation d'une classe de parts sociales sera soumise aux conditions suivantes:

A. Les rachats peuvent uniquement se faire selon l'ordre alphabétique et au cours des périodes suivantes:

- (1) Les Parts Privilégiées A peuvent uniquement être rachetées entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2010;
 - (2) Les Parts Privilégiées B peuvent uniquement être rachetées entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2011;
 - (3) Les Parts Privilégiées C peuvent uniquement être rachetées entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2012;
 - (4) Les Parts Privilégiées D peuvent uniquement être rachetées entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2013;
 - (5) Les Parts Privilégiées E peuvent uniquement être rachetées entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2014;
- (dans chaque cas, la "Période de Rachat Initiale"); et

(6) après, à chaque cinquième année anniversaire de la Période de Rachat Initiale respective pour chaque classe de parts sociales (les "Périodes de Rachat Subséquentes" et ensemble avec la Période de Rachat Initiale, les "Périodes de Rachat Pertinentes" pour chaque classe de parts sociales);

à condition que, en cas de rachat d'une classe de parts sociales, (i) la date de début de la Période de Rachat Pertinente pour la prochaine classe de parts sociales à racheter soit anticipée au premier jour ouvrable après la Date de Rachat (telle que définie ci-dessous) des parts sociales rachetées en question, tandis que le date de clôture de cette Période de Rachat Pertinente reste le 31 décembre de l'année suivante, et (ii) chaque Période de Rachat Subséquent pour toutes les classes de parts sociales restantes est anticipée d'un (1) an par classe de parts sociales rachetée.

B. La valeur de rachat d'une classe de parts sociales à racheter (la "Valeur de Rachat") est (1) égale au montant total (a) des bénéfices nets de la société (y compris les bénéfices de l'année en cours et les bénéfices reportés), plus (b) toute réserve librement distribuable (en ce compris toute prime liée aux parts sociales ou d'émission), moins (c) toutes pertes (y comprises les pertes reportées), moins (d) une quelconque somme à placer dans une/des réserve(s) non distribuable (s) conformément aux exigences de la loi ou des statuts, moins (e) un montant égal à un tout Dividende Ordinaire couru et/ou restant dû, et (2) limitée à un montant égal soit (i) au montant de liquidités de la société disponibles à la Date de Rachat pertinente réduit d'un montant équivalent à tout Dividende Ordinaire couru et/ou restant dû, soit (ii) aux actifs, créances et droits de créancier généraux qui peuvent être cédés en nature par la société pour le règlement de la Valeur de Rachat, soit (iii) à tout montant de dettes réciproques entre la société et le(s) titulaire(s) de la classe de parts sociales en question susceptible d'être réglé par voie de compensation.

L'ensemble des éléments (a) à (e) sous le point (1) de la définition ci-dessus de la Valeur de Rachat doivent figurer dans des comptes intermédiaires qui doivent être établis au plus tôt trois (3) semaines avant la Date de Rachat en question. Chacun des éléments (i) à (iii) sous le point (2) de la définition ci-dessus de la Valeur de Rachat doit être évalué par le conseil de gérance de la société en toute bonne foi et au regard de la capacité de la société de continuer son activité. La limite finale à retenir sous le point (2) sera déterminée par le conseil de gérance à sa discrétion raisonnable et agissant dans le meilleur intérêt de la société.

C. Chaque classe de parts sociales sera rachetée durant une Période de Rachat Pertinente, dans son intégralité et non pas en partie, avec notification préalable donnée par la société à l'ensemble des détenteurs de cette classe de parts sociales précisant (i) la date à laquelle les parts sociales doivent être rachetées (la "Date de Rachat"), qui doit être une date tombant au moins cinq (5) jours ouvrables après la date à laquelle une telle notification a été faite et (ii) la Valeur de Rachat.

D. Suite à un rachat de parts sociales conformément au présent Article 6, les parts sociales ainsi rachetées seront annulées avec effet à la Date de Rachat et l'associé unique ou, suivant le cas, l'assemblée générale des associés, entreprendra toutes les démarches nécessaires afin de mettre à jour les statuts de la société et le registre des associés en conséquence de toute annulation de parts sociales rachetées.

E. Après achèvement du rachat et annulation des parts sociales dans la classe de parts sociales en question à la Date de Rachat pertinente, la Valeur de Rachat deviendra exigible et payable par la société. Afin de lever tout doute, la société peut se libérer de son obligation de payer en espèces, en nature ou par voie de compensation (en ce compris via compensation avec déchéance du terme ou autrement)."

" Art. 7.

A. Chaque part sociale a droit à un (1) vote lors des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

B. Les parts sociales donnent à leurs détenteurs le droit aux distributions suivantes:

a) Les Parts Privilégiées A, les Parts Privilégiées B, les Parts Privilégiées C, les Parts Privilégiées D et les Parts Privilégiées E auront respectivement droit, sur une base préférentielle, à la Valeur de Rachat si un rachat a lieu durant une Période de Rachat Pertinente en ce qui concerne telle classe de parts sociales.

b) Les Parts Ordinaires auront droit à un dividende cumulatif exclusif équivalent à zéro virgule zéro un pourcent (0,01%) du bénéfice net annuel de la société (le "Dividende Ordinaire").

c) Sous réserve du point B. a) ci-dessus, chacune des Parts Privilégiées A, des Parts Privilégiées B, des Parts Privilégiées C, des Parts Privilégiées D et des Parts Privilégiées E aura droit à partager au prorata tout bénéfice résiduel demeurant dans la société après paiement ou provisionnement du Dividende Ordinaire.

C. Les parts sociales sont librement transférables entre associés. La cession de parts sociales entre vifs à des non associés peut uniquement être réalisée avec l'accord préalable des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social. Dans les autres cas, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi sur les sociétés commerciales.

D. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société, qui admet un (1) seul détenteur pour chacune d'entre elles."

Frais

Les frais, dépenses, rémunération ou charges sous quelle forme que ce soit qui incombent à la société et lui sont facturés en raison du présent acte sont évalués à deux mille trois cents euros (EUR 2.300,-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente que, sur demande de la personne comparante, le présent acte est formulé en langue anglaise, suivi d'une traduction française. Sur demande de la même personne comparante et en cas de divergences entre les versions anglaise et française du texte, la version anglaise prévaut.

En foi de quoi, le présent acte fut acté à Luxembourg, à la date mentionnée au début du présent acte.

Le présent acte ayant été lu à la personne comparante, connue du notaire par son nom de famille, son prénom, son état civil et sa résidence, ladite personne comparante a signé le présent acte conjointement avec le notaire.

Signé: Marie-Claude Frank, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 23 décembre 2009. LAC / 2009 / 56365. Reçu 75.-€

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
 Senningerberg, le 2 février 2010. Paul BETTINGEN.
 Référence de publication: 2010024688/435.
 (100019548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2010.

Soxipa Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
 R.C.S. Luxembourg B 45.714.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
 l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
 qui aura lieu le 24 mars 2010 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2009, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2009.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010023651/1023/16.

Les Bierts, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
 R.C.S. Luxembourg B 51.336.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 25 mars 2010 à 15.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2009,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2009 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010023632/833/18.

db x-trackers II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.
 R.C.S. Luxembourg B 124.284.

Dear Shareholder,

You are hereby convened by the board of directors of the Company (the "Directors") to:

I. The

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of the Company (the "AGM"), which will be held on 26 March 2010 at 11.00 a.m. at the registered office of the Company at 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the audited financial statements of the Company including the Board of Director's Report and the Auditor's Report for the fiscal year ended 31 December 2009.
2. Allocation of the results for the fiscal year ended 31 December 2009 and ratification of the declaration of distribution of dividends in respect of the shares of Class 1D of the sub-funds of the Company where such Class 1D shares have been issued.

3. Discharge to be granted to the directors with respect to the performance of their duties during the fiscal year ended 31 December 2009.
 4. Re-election of Messrs Werner Burg, Klaus-Michael Vogel, Jacques Elvinger as Directors until the next Annual General Meeting to be held in 2011.
 5. Re-election of Ernst & Young S.A. as Independent Auditor of the Company until the next Annual General Meeting to be held in 2011.
 6. Any other business which may be properly brought before the AGM.
- II. The

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the Shareholders of the Company (the "EGM"); which will also be held on 26 March 2010 at 11.30 a.m. at the registered office of the Company at 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, with the following agenda:

Agenda:

1. Amendment of the eighth paragraph of Article 16 of the Articles of incorporation of the Company (the "Articles") relating to the eligible issuers under article 45 (1) of the law of 20 December 2002 concerning undertaking for collective investments (the "2002 Law") for investment of up to 100 % of the net assets of a UCITS in transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by such an issuer. This paragraph should henceforth, subject to any modifications as may be required by the Luxembourg regulator or any minor changes decided by the board of directors of the Company, read as follows:
"The Company may further invest up to 100% of the net assets of any Fund, in accordance with the principle of risk spreading, in transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State, by its local authorities or by a member State of the OECD or by any other country to the extent such other country has been approved by the Luxembourg regulator pursuant to article 45 of the 2002 Law and that such country is disclosed in the prospectus of the Company or by public international bodies of which one or more Member States are members (each, an "Eligible Issuer") provided that, in the case where the Company decides to make use of this provision, the concerned Fund holds securities from at least six different issues and securities from one such issue do not account for more than 30% of the total net assets of such Fund."

By order of the Board of Directors.

Référence de publication: 2010023108/755/45.

Fioretti SA, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 60.672.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 25 mars 2010 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2009,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2009 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales,
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010023630/833/19.

JP Residential VIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 6, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 110.832.

In the year two thousand and nine, on the twenty-first day of the month of December.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

Jargonnant Partners S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 80B, rue Principale, L-5367 Schuttrange, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 78.830 (the "Sole Shareholder"),

represented by its manager Karl-Erbo Graf Kageneck, private employee, professionally residing in 11, Stollbergstrasse, D-80539 Munich,

being the Sole Shareholder of JP Residential VIII S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 80B, rue Principale, L-5367 Schuttrange, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of EUR 12,500 and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 110.832 (the "Company"), incorporated on 21 September 2005 pursuant to a deed of Me André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary then residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 161 of 24 January 2006.

The appearing party, acting in the above mentioned capacity, declared and requested the notary to state that:

1. The Sole Shareholder holds all five hundred (500) shares in issue in the Company so that the total share capital is represented and resolutions can be validly taken by the Sole Shareholder.

2. The items on which resolutions are to be taken are as follows:

A. Amendment of Article 2 of the articles of incorporation of the Company so that Article 2 of the articles of association of the Company reads as follows:

"The company is established for an unlimited period of time".

B. Amendment of the first paragraph of Article 3 of the articles of incorporation of the Company so that the first paragraph of Article 3 of the articles of association of the Company reads as follows:

"The registered office of the company is established in the municipality of Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg)" and determination of the registered office.

C. Amendment of Article 15 of the articles of incorporation of the Company so that Article 15 of the articles of associations of the Company reads as follows:

"Any two managers may confer all powers and special mandates to any person who need not to be managers, appoint and dismiss all officers and employees, and fix their remuneration".

D. Amendment of Article 16 of the articles of incorporation of the Company so that Article 16 of the articles of associations of the Company reads as follows:

"The company will be bound by the signature of two managers or by any person(s) to whom power has been delegated or conferred in accordance with Article 15 in relation to the exercise of those powers".

E. Acknowledgement of the resignation as manager of Daniel Graf von der Schulenburg, granting of discharge to such manager and appointment, with effect from the date hereof, of Mr Hubert Hansen, bank director, born on October 17, 1951 in Ettelbrück, Luxembourg, residing at 21, rue de la Chapelle, L-7522 Mersch

and Mr Lothar Rafalski, Senior Consultant, born on 29 November 1952 in Hamburg, Germany, residing at 83, Boulevard Schumann, L-8340 Olm, as managers of the Company, each for an undetermined period of time.

Thereafter the following resolutions were passed by the Sole Shareholder of the Company:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to amend Article 2 of the articles of incorporation of the Company so that Article 2 of the articles of association of the Company reads as set out in the agenda.

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to (i) amend the first paragraph of Article 3 of the articles of incorporation of the Company so that the first paragraph of Article 3 of the articles of association of the Company reads as set out in the agenda and (ii) to fix the registered office at 6, rue Dicks, L-1417 Luxembourg.

Third resolution

The Sole Shareholder resolved to amend Article 15 of the articles of incorporation of the Company so that Article 15 of the articles of association of the Company reads as set out in the agenda.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolved to amend Article 16 of the articles of incorporation of the Company so that Article 16 of the articles of association of the Company reads as set out in the agenda.

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolved to acknowledge the resignation of Daniel Graf von der Schulenburg as manager, to grant discharge to such manager and to appoint, with effect from the date hereof:

- Mr Hubert Hansen, bank director, born on October 17, 1951 in Ettelbrück, Luxembourg, residing at 21, rue de la Chapelle, L-7522 Mersch

- Mr Lothar Rafalski, Senior Consultant, born on 29 November 1952 in Hamburg, Germany, residing at 83, Boulevard Schumann, L-8340 Olm,

as managers of the Company, each for an undetermined period of time.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the party hereto, these minutes are drafted in English followed by a German translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and German version, the English version will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

After reading these minutes the appearing party signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Fassung:

Im Jahre zweitausendundneun, am einundzwanzigsten Tage des Monats Dezember.

Vor Uns, dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

Jargonant Partners S.à r.l., eine société à responsabilité limitée, mit Gesellschaftssitz in 80B, rue Principale, L-5367 Schuttrange, eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés zu Luxemburg, unter der Nummer B 78.830 (der "Alleinige Gesellschafter"),

hier vertreten durch ihren Geschäftsführer Karl-Erbo Graf Kageneck, Privatangestellter, wohnhaft in 11, Stollbergstrasse, D-80539 München.

Der Alleinige Gesellschafter der JP Residential VIII S.à r.l., eine société à responsabilité limitée, mit Gesellschaftssitz in 80B, rue Principale, L-5367 Schuttrange, mit einem Gesellschaftskapital von EUR 12.500 eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés zu Luxemburg, unter der Nummer B 110.832 (die "Gesellschaft"), gegründet am 21 September 2005 gemäß Urkunde aufgenommen durch M^e André-Jean-Joseph Schwachtgen, Notar, mit dem damaligen Amtssitz in Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das "Mémorial") Nummer 161 vom 24 Januar 2006.

Der Erschienene, gibt folgende Erklärungen ab und ersucht den amtierenden Notar folgendes zu beurkunden:

1. Der Alleinige Gesellschafter der Gesellschaft besitzt alle fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile welche von der Gesellschaft ausgegeben wurden, so dass das gesamte Gesellschaftskapital vertreten ist und wirksam über alle Punkte der Tagesordnung entschieden werden konnte.

2. Die Punkte für welche Beschlüsse getroffen werden sollen sind folgende:

A. Abänderung von Artikel 2 der Satzung der Gesellschaft so dass Artikel 2 der Satzung der Gesellschaft folgenden Wortlaut hat:

"Die Gesellschaft ist auf unbeschränkte Dauer gegründet".

B. Abänderung des ersten Paragraphen von Artikel 3 der Satzung der Gesellschaft so dass der erste Paragraph von Artikel 3 der Satzung der Gesellschaft folgenden Wortlaut hat:

"Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg)"

und Bestimmung des Gesellschaftssitzes.

C. Abänderung von Artikel 15 der Satzung der Gesellschaft so dass Artikel 15 der Satzung der Gesellschaft folgenden Wortlaut hat:

"Zwei Geschäftsführer gemeinsam können mit dem vorherigen einstimmigen Beschluss der Gesellschafterversammlung, jegliche Befugnisse und Sondervollmachten an jede Person, welche nicht zwingend Geschäftsführer sein muss, übertragen, Angestellte einstellen oder absetzen und ihre Bezüge festsetzen".

D. Abänderung von Artikel 16 der Satzung der Gesellschaft so dass Artikel 16 der Satzung der Gesellschaft folgenden Wortlaut hat:

"Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift von zwei Geschäftsführern oder der Person oder Personen, welchen solche Vertretungsmacht gemäß Artikel 15 übertragen wurde, wirksam verpflichtet".

E. Zurkenntnisnahme des Rücktritts von Daniel Graf von der Schulenburg als Geschäftsführer, Bewilligung der Entlastung dieses Geschäftsführers und Ernennung, mit Wirkung ab dem heutigen Datum, von Herrn Hubert Hansen, Bankdirektor, geboren am 17. Oktober, 1951 in Ettelbrück, Luxemburg, wohnhaft in 21, rue de la Chapelle, L-7522 Mersch und Herrn Lothar Rafalski, Senior Consultant, geboren am 29. November 1952 in Hamburg, Deutschland, wohnhaft in 83, Boulevard Schumann, L-8340 Olm, als Geschäftsführer der Gesellschaft, jeder für eine unbestimmte Zeit.

Danach wurden folgende Beschlüsse vom Alleinigen Gesellschafter getroffen:

Erster Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen Artikel 2 der Satzung der Gesellschaft abzuändern so dass Artikel 2 der Satzung der Gesellschaft den Wortlaut hat wie in der Tagesordnung beschrieben.

Zweiter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen (i) den ersten Paragraphen von Artikel 3 der Satzung der Gesellschaft abzuändern so dass der erste Paragraph von Artikel 3 der Satzung der Gesellschaft den Wortlaut hat wie in der Tagesordnung beschrieben und (ii) den Gesellschaftssitz nach 6, rue Dicks, L-1417 Luxemburg zu verlegen.

Dritter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen Artikel 15 der Satzung der Gesellschaft abzuändern so dass Artikel 15 der Satzung der Gesellschaft den Wortlaut hat wie in der Tagesordnung beschrieben.

Vierter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen Artikel 16 der Satzung der Gesellschaft abzuändern so dass Artikel 16 der Satzung der Gesellschaft den Wortlaut hat wie in der Tagesordnung beschrieben.

Fünfter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen den Rücktritt von Daniel Graf von der Schulenburg als Geschäftsführer zur Kenntnis zu nehmen, diesem Geschäftsführer die Entlastung zu bewilligen und, mit Wirkung ab dem heutigen Datum:

- Herrn Hubert Hansen, Bankdirektor, geboren am 17. Oktober, 1951 in Ettelbrück, Luxemburg, wohnhaft in 21, rue de la Chapelle, L-7522 Mersch

- Herrn Lothar Rafalski, Senior Consultant, geboren am 29. November 1952 in Hamburg, Deutschland, wohnhaft in 83, Boulevard Schumann, L-8340 Olm,

als Geschäftsführer der Gesellschaft, jeder für eine unbestimmte Zeit, zu ernennen.

Der amtierende Notar, der englischen Sprache kundig, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der vorgenannten Partei, diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in deutscher Sprache. Im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen hat dieser mit dem amtierenden Notar diese Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: K-E. KAGENECK und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 31 décembre 2009. Relation: LAC/2009/58063. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR COPIE CONFORME - délivrée aux fins de publication au Mémorial.

Luxemburg, den 4. Februar 2010.

Référence de publication: 2010024639/148.

(100019428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2010.

Souvenance Holding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 61.556.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 25 mars 2010 à 14.00 heures, au siège social, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 30 septembre 2009.
3. Affectation des résultats au 30 septembre 2009.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décharge à l'administrateur démissionnaire, Monsieur Michel JENTGES, quant à l'exercice sous revue.
6. Ratification de la cooptation de Madame Mounira MEZIADI comme administrateur, décidée par les administrateurs restants, en date du 28 juillet 2009 et nomination de Madame Mounira MEZIADI comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2012.
7. Démission de la société à responsabilité limitée FIDUCIAIRE PATRICK SGANZERLA Société à responsabilité limitée de son mandat de commissaire aux comptes et décharge.

8. Nomination de la société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 58 545, avec siège social à L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2012.
9. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010023645/29/26.

Atlantas Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 33.188.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui se tiendra au siège social à Luxembourg le 25 mars 2010 à 14.30 heures, avec l'Ordre du Jour suivant:

Ordre du jour:

1. Compte Rendu d'Activité du Conseil d'Administration pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2009.
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2009.
3. Adoption des comptes de l'exercice se terminant le 31 décembre 2009.
4. Accumulation du résultat de l'exercice se terminant le 31 décembre 2009 de tous les compartiments de la Société.
5. Décharge aux Administrateurs pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2009.
6. Renouvellement du mandat des Administrateurs sortants.
7. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises.
8. Divers.

Les actionnaires sont informés qu'aucun quorum n'est requis pour cette assemblée et que les décisions seront prises à la majorité simple des actions présentes ou représentées.

Chaque action a un droit de vote.

Tout actionnaire peut voter par mandataire. A cette fin, des procurations sont disponibles au siège social de la Société et seront envoyées aux actionnaires sur demande.

Afin d'être valables, les procurations dûment signées par les actionnaires devront être envoyées au siège social de la Société afin d'être reçues le jour précédant l'assemblée à 17.00 heures au plus tard.

Les propriétaires d'actions au porteur, désirant participer à cette assemblée, devront déposer leurs actions cinq jours ouvrables avant l'assemblée au siège social de la Société.

Les actionnaires désireux d'obtenir le Rapport Annuel Révisé au 31 décembre 2009 peuvent s'adresser au siège social de la Société.

Pour le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010023655/755/31.

Paxedi S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 52.790.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 25 mars 2010 à 14.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2009,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2009 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010023638/833/19.

Sereno S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 57.708.

Les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement au siège social de la société en date du *26 mars 2010* à 10.30 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et acceptation du rapport de gestion du Conseil d'Administration
2. Présentation et acceptation du rapport du Commissaire aux Comptes
3. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2009
4. Affectation du résultat
5. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010023652/802/18.

Ficofi Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 142.048.

RECTIFICATIF

Il s'est avéré que l'expédition du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme "FICOFI PARTNERS S.A." avec siège social à L-1724 Luxembourg, 11A, Boulevard Prince Henri, immatriculée au registre de commerce et des sociétés section B numéro 142048 constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 24 septembre 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 2546 du 17 octobre 2008, tenue par-devant le notaire soussigné le 14 décembre 2009 a été erronément déposée auprès du registre de commerce et des sociétés comme suit:

Suivant procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme "FICOFI PARTNERS S.A.", précitée tenue en date du 14 décembre 2009, acte sous le numéro 33.888 du répertoire du notaire soussigné et enregistré à Luxembourg, A.C., le 24 décembre 2009, LAC/2009/56950, l'assemblée est présidée par Monsieur Jean-Pierre FERRETJANS, administrateur de sociétés, demeurant au 10 avenue Constant Coquelin, 75007 Paris.

Alors que l'expédition déposée auprès du registre de commerce et des sociétés mentionne Monsieur Philippe Capdouze, président directeur général, demeurant au 45, Chemin de Pichelèbre, F-33610 Cestas, président de ladite assemblée.

Ainsi, le corps de l'expédition déposée le 13 janvier 2010 sous le numéro L100006148.03 auprès du registre de commerce doit être lu comme suit:

"

In the year two thousand and nine, on the fourteenth day of December.

Before the undersigned Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven.

Was held an Extraordinary General Meeting of shareholders of "FICOFI PARTNERS S.A." a société anonyme, having its registered office in L-1724 Luxembourg, 11A, Boulevard Prince Henri, constituted by a deed of the undersigned notary on September 24, 2008 published in the Mémorial Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 2546 of October 17, 2008 and registered with the Luxembourg trade and companies' register under section B and number 142048.

The articles of incorporation have been amended on June 15, 2009, published in the Mémorial Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 1713 of September 4, 2009.

The meeting was opened by Mr Jean-Pierre FERRETJANS, companies director, residing at 10 avenue Constant Coquelin, 75007 Paris, being in the chair,

who appointed as secretary Mrs Nathalie REHM, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr Jean-Pierre FERRETJANS, companies director, residing at 10 avenue Constant Coquelin, 75007 Paris.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the meeting is the following:

1. - Determination of the rights attached to the founders units and insertion in the company's bylaws of a new article under number 6 which will be read as follows:

" **Art. 6.** The general meeting may decide, under the presence and voting percentage as determined by the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended for statutory modifications, to create and issue founders units (parts bénéficiaires) as defined under article 37 of the said law.

The founders units (parts bénéficiaires) so created shall not have any right to vote at shareholders general meetings, except where the resolution of the general meeting is such as to change the founders units (parts bénéficiaires)'s rights.

In such case, the holders of founders units (parts bénéficiaires) shall be convened at any shareholders general meetings deliberating on the founders units (parts bénéficiaires)'s rights in the same manner as the shareholders of the Company. The votes of the holders of founders units shall be taken into account in the calculation of the quorum and majority conditions for resolutions, which are such as to change the founders units (parts bénéficiaires)'s rights.

Each founders unit (parts bénéficiaire) shall entitle its holder to a dividend right equal to the dividend right attached to a share representing the share capital.

Each founders unit shall be in a registered form.;"

and subsequent re-numbering of previous articles 6 to 17.

2. - Miscellaneous

II.- That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, after having been signed by the shareholders and the proxies of the represented shareholders, has been controlled and signed by the board of the meeting.

The proxies of the represented shareholders, if any, initialled "ne varietur" by the appearing parties, will remain annexed to the present deed.

III.- It appears from the attendance list, that 100% of the share capital is present or represented at the present extraordinary general meeting, so that the meeting could validly decide on all the items of the agenda.

After the foregoing has been approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolution:

Sole resolution

The general meeting decides to determine the rights regarding the issue of founders units (parts bénéficiaires) and to insert in the company's bylaws a new article under number 6 which will be read as follows:

" **Art. 6.** The general meeting may decide, under the presence and voting percentage as determined by the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended for statutory modifications, to create and issue founders units (parts bénéficiaires) as defined under article 37 of the said law.

The founders units (parts bénéficiaires) so created shall not have any right to vote at shareholders general meetings, except where the resolution of the general meeting is such as to change the founders units (parts bénéficiaires)'s rights.

In such case, the holders of founders units (parts bénéficiaires) shall be convened at any shareholders general meetings deliberating on the founders units (parts bénéficiaires)'s rights in the same manner as the shareholders of the Company. The votes of the holders of founders units shall be taken into account in the calculation of the quorum and majority conditions for resolutions, which are such as to change the founders units (parts bénéficiaires)'s rights.

Each founders unit (parts bénéficiaires) shall entitle its holder to a dividend right equal to the dividend right attached to a share representing the share capital.

Each founders unit shall be in a registered form."

The former articles 6 to 17 are re-numbered 7 to 18.

There being no further business, the meeting is terminated.

Estimation of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the present deed, have been estimated at about one thousand and five Euro (EUR 1,500.-).

Proxy

The appearing persons, acting in their hereabove capacities, and in the common interest of all the parties, do hereby grant power to any employees of the law firm of the undersigned notary, acting individually, in order to enact and sign any deed rectifying the present deed.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the French version will be binding.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mil neuf, le quatorzième jour de décembre.

Par devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven,

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "FICOFI PARTNERS S.A." avec siège social à L-1724 Luxembourg, 11A, Boulevard Prince Henri, immatriculée au registre de commerce et des sociétés section B numéro 142048 constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 24 septembre 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 2546 du 17 octobre 2008.

Les statuts ont été modifiés en date du 15 juin 2009 par acte du notaire instrumentant publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1713 du 4 septembre 2009.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre FERRETJANS, administrateur de sociétés, demeurant au 10 avenue Constant Coquelin, 75007 Paris.

qui désigne comme secrétaire Madame Nathalie REHM, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur, Monsieur Jean-Pierre FERRETJANS, administrateur de sociétés, demeurant au 10 avenue Constant Coquelin, 75007 Paris.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1- Détermination des droits attachés aux parts bénéficiaires et insertion dans les statuts de la société d'un nouvel article qui sera numéroté 6 et qui aura la teneur suivante:

" **Art. 6.** L'assemblée générale peut décider, aux conditions de présence et de vote déterminées par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle qu'amendée pour les modifications statutaires, la création et l'émission de parts bénéficiaires conformément à l'article 37 de ladite loi.

Les parts bénéficiaires ainsi créées n'auront pas le droit de vote aux assemblées générales des actionnaires, excepté si les délibérations de l'assemblée générale sont de nature à modifier les droits attachés aux parts bénéficiaires.

Dans ce cas, les porteurs de parts bénéficiaires devront être convoqués à toute assemblée générale délibérant sur les droits attachés aux parts bénéficiaires de la même façon que les autres actionnaires de la Société. Les voix des porteurs de parts bénéficiaires seront prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité pour les résolutions de nature à modifier leurs droits.

Chaque part bénéficiaire donnera au porteur de cette part un droit aux dividendes équivalent au droits aux dividendes attachés à une action représentative du capital.

Chaque part bénéficiaire sera nominative.";

Et renumérotation des anciens articles 6 à 17

2 - Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés, a été contrôlée et signée par les membres du bureau.

Resteront annexées aux présentes les éventuelles procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants.

III.- Que la présente assemblée, réunissant cent pour cent (100%) du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

Résolution unique

L'assemblée générale décide de fixer les droits portant sur l'émission de parts bénéficiaires et d'insérer dans les statuts de la société un nouvel article 6 et qui aura la teneur suivante:

" **Art. 6.** L'assemblée générale peut décider, aux conditions de présence et de vote déterminées par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle qu'amendée pour les modifications statutaires, la création et l'émission de parts bénéficiaires conformément à l'article 37 de ladite loi.

Les parts bénéficiaires ainsi créées n'auront pas le droit de vote aux assemblées générales des actionnaires, excepté si les délibérations de l'assemblée générale sont de nature à modifier les droits attachés aux parts bénéficiaires.

Dans ce cas, les porteurs de parts bénéficiaires devront être convoqués à toute assemblée générale délibérant sur les droits attachés aux parts bénéficiaires de la même façon que les autres actionnaires de la Société. Les voix des porteurs de parts bénéficiaires seront prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité pour les résolutions de nature à modifier leurs droits.

Chaque part bénéficiaire donnera au porteur de cette part un droit aux dividendes équivalent au droits aux dividendes attachés à une action représentative du capital.

Chaque part bénéficiaire sera nominative."

Les anciens articles 6 à 17 sont re-numérotés 7 à 18.

26529

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Pouvoirs

Les personnes comparantes, es qualité qu'elles agissent, agissant dans un intérêt commun, donnent pouvoir individuellement à tous employés de l'Étude du notaire soussigné, à l'effet de faire dresser et signer tous actes rectificatifs des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande desdits comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, ce dernier fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte."

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 5 mars 2010. Relation: LAC/2010/9870. Reçu douze euros (12,- €).

Le Receveur (signé): Carole FRISING.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 26 février 2009.

P. Bettingen.

Référence de publication: 2010027130/167.

(100035051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2010.

Amati Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 95.038.

Die Aktionäre werden hiermit zur Teilnahme an der

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, welche am 25. März 2010 um 14.00 Uhr in L-1331 Luxemburg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, mit folgender Tagesordnung stattfinden wird:

Tagesordnung:

1. Lagebericht des Verwaltungsrates und Prüfungsbericht des Kommissars.
2. Verabschiedung des Jahresabschlusses zum 31. Dezember 2009.
3. Beschlussfassung über die Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates und des Kommissars für ihre Tätigkeit während des entsprechenden Geschäftsjahres.
5. Verschiedenes.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2010023654/29/18.

Estates S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 106.770.

All holders of Notes issued by Estates S.A. (the "Noteholders" and the "Company" respectively) in relation to the Compartment 2005/11/2 of the Issuer are invited to attend a

GENERAL MEETING

of Noteholders to be held at the registered office of the Company on April 22, 2010 at 09:00 hrs, in order to consider the following agenda:

Agenda:

1. Report from the board on the most important actions and decisions made or taken or contemplated to be made or taken by the Issuer or the Target Company in relation to the Real Properties, and in particular regarding an offer for the sale of one of the Securitized Assets.
2. Approval of the actions and decisions referred to in the Report from the Board.
3. Miscellaneous

This meeting is convened at the initiative of the Company.

In the event this general meeting is not able to deliberate validly for lack of a quorum, a second meeting of Noteholders holding Notes issued in relation to that Compartment shall be held at 10 a.m. on May 6, 2010 at the registered office of

the Company, with the same agenda and such second meeting shall have the right to pass resolutions on the items on the agenda irrespective of the quorum.

To be admitted to the meeting, the Noteholders shall be required at the beginning of the meeting to present the Notes in respect of which they intend to vote, or an attestation issued by a bank in Luxembourg attesting that the Notes are held by such bank on behalf of the Noteholder and shall be blocked until May 20, 2010.

The Report from the board of directors referred to in the agenda and the resolutions which will be proposed will be available for consultation at the registered office of the Company at least 8 days prior to the meeting upon presentation of one Note issued in relation to the Compartment concerned or upon presentation of the above mentioned attestation.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2010024253/9534/29.

Monticello Properties, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 50.220.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 25 mars 2010 à 9:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2009
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010024528/795/15.

Comgest Europe, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 40.576.

Le Conseil d'Administration de la Société sous rubrique a l'honneur de convoquer Messieurs les Actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 25 mars 2010 à 10.00 heures, au Siège social de la Société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Nomination du Président de l'Assemblée.
2. Présentation et approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises au 31 décembre 2009.
3. Présentation et approbation des Bilan et Comptes de Pertes et Profits au 31 décembre 2009.
4. Affectation des résultats.
5. Décharge des Administrateurs pour l'exercice de leur mandat durant l'année financière se terminant au 31 décembre 2009.
6. Elections statutaires.
7. Divers.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires nominatifs qui désirent prendre part à l'Assemblée Générale Ordinaire sont priés de faire connaître à la Société, deux jours francs au moins avant l'Assemblée, leur intention d'y participer. Ils y seront admis sur justification de leur identité.

Les actionnaires nominatifs qui ne pourraient assister en personne à l'Assemblée sont invités à envoyer une procuration complétée, datée et signée au plus tard deux jours francs avant l'Assemblée à CACEIS Bank Luxembourg, à l'attention de Mme Céline Moine, au 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (fax: 00352.47.67.33.45).

A cet effet, des formulaires de procuration sont disponibles sur simple demande au siège social de la Société.

Afin de permettre à CACEIS Bank Luxembourg (CACEIS BL), en sa capacité d'agent de transfert et agent domiciliaire de la Société, d'assurer le lien entre les procurations reçues et le registre des actionnaires de la Société, les actionnaires participant à l'Assemblée par le biais d'une procuration sont priés de renvoyer cette dernière accompagnée d'une pho-

tocopie de leur carte d'identité/passeport en cours de validité, ou de la liste des signatures autorisées, si l'actionnaire agit pour le compte d'une compagnie.

Le non-respect de cette condition rendra impossible l'identification de l'actionnaire, CACEIS BL étant instruit par le Conseil d'Administration de la Société de ne pas prendre en considération ces procurations.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010023662/755/37.

Reale S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 53.651.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *March 25, 2010* at 3.30 p.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2009
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2010024530/795/15.

Pinnacle Partners, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 116.457.

Transfert de parts

Il résulte d'un contrat de transfert de parts signé en date du 18 avril 2008 que PINNACLE FOUNDERS HOLDINGS S.A R.L. a transféré les 250 (deux cent cinquante) parts sociales de classe B qu'elle détenait dans la Société à:

- Merrill Lynch Luxembourg Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, sous le numéro B 96.380, ayant son siège social au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg.

Depuis cette date, les parts de la Société sont réparties comme suit:

Merrill Lynch Luxembourg Holdings S.à r.l.	250 parts sociales de classe A
	250 parts sociales de classe B

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 26 mai 2008

En date du 26 mai 2008, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Merrill Lynch Luxembourg Holdings S.à r.l. de son mandat de gérant de la Société avec effet au 26 mai 2008;

- de nommer Monsieur Michel RAFFOUL, né le 9 novembre 1951 à Accra, Ghana, ayant comme adresse professionnelle: 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, en tant que nouveau gérant de la Société avec effet au 26 mai 2008 et ce pour une durée indéterminée.

Depuis cette date, le Conseil de gérance de la Société se compose de:

- Monsieur Michel RAFFOUL.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2008.

PINNACLE PARTNERS

Signature

Référence de publication: 2010025858/250/32.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juin 2008, réf. LSO-CR02081. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080082325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2008.

Metzler's Beach-Café Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4620 Differdange, 70, rue Emile Mark.

R.C.S. Luxembourg B 113.817.

—
DISSOLUTION

L'an deux mil neuf.

Le vingt-quatre décembre.

Par-devant Maître Christine DOERNER, notaire de résidence à Bettembourg.

A comparu:

Monsieur Jean-Louis METZLER, commerçant, né à Differdange le 11 août 1973 (N° Matricule 19730811139), demeurant à F-55230 Ollières, 5, rue Principale.

Lesquel comparant a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

a) Qu'il est le seul et unique associé de la société à responsabilité limitée "METZLER'S BEACH-CAFE S.à.r.l." (Matricule No. 20062401614), avec siège social à L-4620 Differdange, 70 rue Emile Mark;

inscrite au registre des firmes sous la section B numéro 113.817;

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 12 janvier 2006, publié au Mémorial de 2006, page 40.184.

b) Que l'associé unique de la société à responsabilité limitée "METZLER'S BEACH-CAFE S.à.r.l." a décidé la dissolution de ladite société avec effet immédiat, et déclare reprendre tout l'actif et passif de la société dissoute de sorte qu'il n'y a pas lieu de procéder à une liquidation.

c) Que les livres et documents sociaux seront conservés pendant une période de CINQ (5) années à L-4622 Differdange, 24, rue Pierre Martin.

DONT ACTE, fait et passé à Bettembourg, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Metzler, C. Doerner.

Enregistré à Esch/Alzette A.C. le 31 décembre 2009. Relation: EAC/2009/16477. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande au fin de l'inscription au Registre de Commerce et des Sociétés.

Bettembourg, le 2 février 2010.

Ch. DOERNER.

Référence de publication: 2010024645/35.

(100019694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2010.

Eurostam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 43.315.

—
Projet commun de fusion transfrontalière par absorption

De la société Talmina Limited, avec siège social à Leeds (Grande-Bretagne), 98 Kirkstall Road, Suite 3, LS3 1 YN ("Talmina Limited S.A.")

Dans la société

EUROSTAM S.A., avec siège social à Luxembourg, 17, rue Beaumont, L-1219 ("Eurostam S.A.")

La société EUROSTAM S.A. détient la totalité des actions de la société TALMINA LIMITED, qu'elle détient en conséquence la totalité des droits de vote dans la société en question, aucun autre titre donnant droit de vote n'ayant été émis par cette dernière.

La société EUROSTAM S.A. et la société TALMINA LIMITED, sont toutes deux des sociétés de capitaux, respectivement de droit luxembourgeois et de droit anglais.

Etant donné l'identité des actionnaires, et de l'évolution récente de la législation, il est apparu opportun aux organes administratifs des deux sociétés, de réunir sous une seule société de droit luxembourgeois l'activité de gestion des participations, dans le but de réduire les coûts connexes à la structure sociétaire, aux organes administratifs et de contrôle, et aussi d'éviter les coûts liés à l'application des deux législations distinctes. De ce fait, les organes administratifs des deux sociétés projettent de procéder à une fusion par absorption de la société TALMINA LIMITED dans la société EUROSTAM S.A..

Nous soumettons cependant à votre approbation le présent projet de fusion, déjà approuvé par les conseils d'administration respectifs (le "Projet").

Le projet se base sur des situations patrimoniales de la société EUROSTAM S.A. et de la société TALMINA LIMITED à la date du 1^{er} janvier 2010, qui seront annexées sous Annexe A1 et Annexe A2.

Ci-après, vous seront énumérés les éléments obligatoires du projet de fusion prévus par la législation luxembourgeoise, représentée par l'art. 261 de la loi du 15.08.1915, ainsi que par les articles de la loi anglaise sur les fusions transfrontalières (Companies Cross-Border Mergers Regulations 2007).

1) Sociétés participant à la fusion art. 261 de la loi du 10.08.1915 et les articles de la loi anglaise sur les fusions transfrontalières (Companies Cross-Border Mergers Régulations 2007).

Société Absorbante: EUROSTAM S.A.

Siège social: 17 Rue Beaumont, L-1219 Luxembourg

Capital Social: EUR 517.000,00

R.C.S. Luxembourg Section B, numéro 43 315

Actionnaires à la date actuelle: selon liste jointe sous Annexe B1

Société de droit Luxembourgeois

Société absorbée: TALMINA LIMITED

Siège social: 98 Kirkstall Road, Suite 3, LS3 1 YN - Leeds (Grande-Bretagne)

Capital social: EUR 1,00

Immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de l'Angleterre et du Pays de Galles sous le numéro 3810141

Actionnaires à la date actuelle: selon liste jointe sous Annexe B2

Société de droit anglais

2) Acte constitutif de la société résultant de la fusion ou de l'absorbante art. 261. de la loi du 10.08.1915 et articles de la loi anglaise sur les fusions transfrontalières (Companies Cross-Border Mergers Regulations 2007).

Les statuts de la société absorbante EUROSTAM S.A. ne subiront aucune modifications consécutivement à l'absorption de TALMINA LIMITED; même le montant du capital social restera inchangé et égal à EUR 517.000,00.

Le texte des statuts de la société EUROSTAM S.A. sera joint sous Annexe C.

3) Modalité d'exécution de la fusion, rapport de change des actions ou parts sociales, soulte à payer art. 261, b) de la loi du 10.08.1915) et articles de la loi anglaise sur les fusions transfrontalières (Companies Cross-Border Mergers Regulations 2007).

La fusion sera réalisée par l'annulation de toutes les actions de la société absorbée TALMINA LIMITED sans aucune augmentation de capital de la société absorbante EUROSTAM S.A., étant donné que la société EUROSTAM S.A. détient la totalité des actions de la société TALMINA LIMITED, qu'elle détient en conséquence la totalité des droits de vote dans la société (Annexes B1 et B2).

La fusion ne donnera donc pas lieu à aucun échange d'actions, ni ne donnera droit à une quelconque soulte.

La société absorbante se limitera à acquérir la totalité du patrimoine de la société absorbée, résultant de la situation patrimoniale jointe à l'Annexe A1.

4) Modalité d'attribution des actions ou parts sociales et éventuelle soulte à payer art. 261, c) de la loi du 10.08.1915) et articles de la loi anglaise sur les fusions transfrontalières (Companies Cross-Border Mergers Regulations 2007).

Selon ce qui a été précédemment exposé au point 3, il n'y aura aucune nouvelle attribution d'actions de la société absorbante.

5) Date à partir de laquelle lesdites actions ou parts sociales participeront aux bénéfices art. 261, d) de la loi du 10.08.1915) et articles de la loi anglaise sur les fusions transfrontalières (Companies Cross-Border Mergers Regulations 2007).

Il ne devra être indiqué aucune date relative à la participation aux bénéfices puisque il n'y aura pas d'affectation d'actions.

6) Modalités relatives au droit de participation aux bénéfices art. 261, d) de la loi du 10.08.1915) et articles de la loi anglaise sur les fusions transfrontalières (Companies Cross-Border Mergers Regulations 2007).

En ce qui concerne ce qui précède, les modalités relatives au droit de participation aux bénéfices, restent régies par les règles statutaires actuellement en vigueur de EUROSTAM S.A..

7) Avantages éventuellement proposés aux experts qui examinent le projet commun de fusion et aux membres des organes de contrôle des sociétés participant.

Aucun avantages ne sont prévus à rencontre des experts qui examinent le projet commun de fusion et des membres des organes de contrôle des sociétés participant à la fusion.

8) Date à partir de laquelle les opérations des sociétés participant à la fusion seront imputées au bilan de la société résultant de la fusion art. 261, e) de la loi du 10.08.1915 et articles de la loi anglaise sur les fusions transfrontalières (Companies Cross-Border Mergers Regulations 2007).

Quelle que soit la date d'effet de la fusion suivant les articles 272, 273, 273bis et 273ter, la date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée seront considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la société absorbante est fixée au 2 janvier 2010.

A compter de la date d'effet juridique de la fusion, EUROSTAM S.A. succédera à TALMINA LIMITED dans l'universalité, des rapports juridiques actifs et passifs, des actifs mobiliers et immobiliers, dont la société absorbée TALMINA LIMITED est titulaire, et s'obligera à assumer tous les engagements et les obligations, aux conditions et échéances prévues.

A la date d'effet juridique de la fusion chaque personne, organisme ou office (privé ou public, luxembourgeois ou étranger) seront autorisés sans aucunes responsabilités propres à transférer, à enregistrer, à inscrire, à transcrire en faveur de EUROSTAM S.A. tout ce qui appartenait à la sphère juridique de la société absorbée TALMINA LIMITED, et ainsi quelque droit, acte, document, dépôt, titre, police, contrat, ordre, marché, brevet ou licence que ce soit.

9) le traitement réservé à des catégories particulières d'actionnaires et aux détenteurs de titres différents des actions art. 261, f) de la loi du 10.08.1915) et articles de la loi anglaise sur les fusions transfrontalières (Companies Cross-Border Mergers Régulations 2007).

Il n'existe pas, ni dans la société absorbante EUROSTAM S.A., ni dans la société absorbée TALMINA LIMITED, de catégories d'actionnaires diverses de la catégorie ordinaire, il n'y a donc pas de traitements particuliers.

10) Les avantages particuliers prévus en faveur des personnes responsables de l'administration dans les sociétés participant à la fusion.

Aucun avantage particulier n'est prévu à l'égard des personnes responsables de l'administration des sociétés participant à la fusion.

11) Information sur l'implication des travailleurs dans la définition de leurs droits participatifs dans la société résultant de la fusion et éventuelles répercussions sur l'emploi (Chapitre VI di titre II du livre IV du Code du travail)

Les articles régissant la participation des travailleurs dans la société absorbante, ne seront pas appliqués dans ce cas, étant donné qu'il ne sera pas fait recours à ces articles. En effet, que ce soit la société absorbante EUROSTAM S.A., ou la société absorbée TALMINA LIMITED, celles-ci ne sont pas gérées sous le régime de la participation des travailleurs au sens de la section IV, Chapitre VI du titre II du livre IV du code du travail.

La fusion n'aura pas de répercussions sur l'emploi.

12) Informations sur l'évaluation des éléments patrimoniaux actifs et passifs qui seront transférés à la société résultant de la fusion art. 261, 4) de la loi du 10.08.1915) et les articles de la loi anglaise sur les fusions transfrontalières (Companies Cross-Border Mergers Regulations 2007).

Les éléments patrimoniaux actifs et passifs qui seront transférés à la société absorbante EUROSTAM S.A. sont repris dans la situation patrimoniale de la société TALMINA LIMITED à la date du 1^{er} janvier 2010, jointe sous Annexe A1.

13) Publicité

Le présent projet sera déposé auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg où la société absorbante EUROSTAM S.A. a son siège, selon les dispositions combinées des art. 263 et 9 de la loi du 10.08.1915, ainsi qu'au registre de commerce et des sociétés de l'Angleterre et du Pays de Galles.

Sont sujets à changements, intégration, ajournements le projet, ainsi que le statut de la société absorbante EUROSTAM S.A. ci-joint sous Annexe C, changements éventuellement requis par quelque autorité publique que ce soit, luxembourgeoise ou anglaise, mais aussi dans les lieux de leur inscription dans les registres de commerce compétents.

14) Droits des créanciers

Les modalités d'exercice des droits des créanciers respectifs, dans le cadre du présent projet commun de fusion, sont régies en ce qui concerne EUROSTAM S.A. (société absorbante) par la loi luxembourgeoise en matière de fusions matière de fusions, notamment l'article 268 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en ce qui concerne TALMINA LIMITED, (société absorbée) par la loi anglaise en matière de fusions, notamment les articles de la loi anglaise sur les fusions transfrontalières (Companies Cross-Border Mergers Regulations 2007).

En vertu des dispositions de cet article les créanciers des sociétés qui fusionnent, dont la créance est antérieure à la date de la publication des actes constatant la fusion prévue à l'article 273 (de la loi modifiée du 10 août 1915) prévue à l'article 262 (même loi) peuvent, nonobstant toute convention contraire, dans les deux mois de cette publication, demander au magistrat président la chambre du tribunal d'arrondissement, dans le ressort duquel la société débitrice a son siège social, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de sûretés pour des créances échues ou non échues, au cas où l'opération de fusion réduirait le gage de ces créanciers. Le président rejette cette demande, si le créancier dispose de garanties adéquates ou si celles-ci ne sont pas nécessaires, compte tenu du patrimoine de la société après fusion. La société débitrice peut écarter cette demande en payant le créancier même si la créance est à terme.

Si la sûreté n'est pas fournie dans le délai fixé, la créance devient immédiatement exigible (fin de citation de la disposition légale).

Etant donné qu'il n'existe dans le cadre du présent projet de fusion pas de raisons particulières en vertu desquelles il aurait fallu considérer, en plus du mécanisme légal de protection ci-avant, un changement des modalités d'exercice des

droits des créanciers, il n'y a pas eu de décisions spécifiques modificatives des modalités d'exercices des droits des créanciers de la part des organes de gestion des deux sociétés prenant part au projet de fusion.

Les créanciers des sociétés absorbée et absorbante peuvent donc par ailleurs exercer leurs droits conformément aux conventions sous-jacentes à leur titre de créance, respectivement des dispositions légales qui s'y rattachent.

Nonobstant la présente annexe complémentaire, et la notice informative (quant aux modalités d'exercice des droits des créanciers) qui peut être obtenue aux sièges sociaux respectifs des deux sociétés prenant part à la fusion, il est recommandé aux créanciers de prendre connaissance des dispositions légales protectrices des créanciers applicables en matière de fusions par absorption, tant en Grande-Bretagne qu'au Grand-Duché, respectivement et en fonction de la société débitrice (société absorbée ou société absorbante) contre laquelle une créance est actuellement détenue.

Luxembourg, le 16.02.2010.

United Kingdom

EUROSTAM S.A. / TALMINA LIMITED

/ For and on behalf of Cumberland Directors Ltd

Régis DONATI / Alexis DE BERNARDI / Christopher SMITH

Administrateur / Administrateur / Administrateur

Bilan en EUR au 01/01/2010

ACTIF

C. ACTIF IMMOBILISE

III. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

250000 EUR PARTS DANS DES ENTREPRISES LIEES

			Foreign	Booking	
01/01/2010	1	Opening Balance		45,000.00	DR
01/01/2010	4	Buy:2,250.0000 STAM FRANCE S.A.R.L. —> 90%		45,000.00	DR
01/01/2010	4	Buy:2,250.0000 STAM FRANCE S.A.R.L. —> 90%		45,000.00	CR
				<u>45,000.00</u>	

261000 GBP TITRES DE PARTICIPATION

01/01/2010	1	Opening Balance	2,000.00	2,544.22	DR
01/01/2010	5	Buy:2,000.0000 TALMINA Ltd — > 100%	2,000.00	2,544.22	DR
01/01/2010	5	Buy:2,000.0000 TALMINA Ltd — > 100%	2,000.00	2,544.22	CR
			2,000.00	<u>2,544.22</u>	
				47,544.22	

D. ACTIF CIRCULANT

II. CREANCES

463050 EUR AVANCES ACCORDEES ENTREPRISES LIEES

01/01/2010	1	Opening Balance		50,000.00	DR
01/01/2010	3	Financement Stam France Srl		50,000.00	DR
01/01/2010	3	Financement Stam France Srl		50,000.00	CR
				<u>50,000.00</u>	

463051 EUR AVANCES ACCORDEES

01/01/2010	1	Avance Talmina Ltd		1,400.00	DR
				<u>1,400.00</u>	

463850 EUR ITS COURUS SUR AVANCES ACCORDEES ENT.LIEES

01/01/2010	1	Intérêts financement Stam France Srl		5,480.00	DR
				<u>5,480.00</u>	

467100 EUR AVANCES IMPOT SUR LA FORTUNE

01/01/2010	1	Opening Balance		740.00	DR
				<u>740.00</u>	
				57.620.00	

IV. AVOIRS EN BANQUE

510014 EUR BNP OPTIMUM

01/01/2010	1	Opening Balance		76,981.15	DR
				<u>76,981.15</u>	

510108 USD BNP A VUE

01/01/2010	1	Opening Balance	21,764.13	15,168.76	DR
			21,764.13	15,168.76	
				92,149.91	
		TOTAL ACTIF		197,314.13	
		PASSIF			
		A. CAPITAUX PROPRES			
		I. CAPITAL SOUSCRIT			
		101000 EUR CAPITAL			
01/01/2010	1	Opening Balance		517,000.00	CR
				517,000.00	
				517,000.00	
		IV. RESERVES			
		IV. 1. RESERVE LEGALE			
		106100 EUR RESERVE LEGALE			
01/01/2010	1	Opening Balance		12,970.90	CR
				12,970.90	
				12,970.90	
		V. RESULTATS REPORTEES			
		119000 EUR PERTES REPORTEES			
01/01/2010	1	Opening Balance		290,733.76	DR
				(290,733.76)	
		120000 EUR RESULTATS EN INSTANCE D'AFFECTAT.			
01/01/2010	1	Opening Balance		43,014.26	DR
				(43,014.26)	
				(333,748.02)	
		B. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
		155300 EUR PROVISIONS POUR IMPOT SUR LA FORTUNE			
01/01/2010	1	Opening Balance		1,091.25	CR
				1,091.25	
				1,091.25	
		TOTAL PASSIF		197,314.13	

Compte de Profits et Pertes en EUR au 01/01/2010

CHARGES

4. INTERETS ET CHARGES ASSIMILES

5. AUTRES CHARGES

7. CHARGES EXCEPTIONNELLES

TOTAL CHARGES

PRODUITS

2. PRODUITS DE L'ACTIF

B. PRODUITS PROVENANT DE L'ACTIF CIRCULANT

3. AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES

TOTAL PRODUITS

Talmina Limited

Balance Sheet

As at 1st January 2010

	2010	2009
	€	€
Current assets		
Cash at bank and in hand	6,694	5,664
Fixed assets		
Property	105,271	-
	<u>111,965</u>	<u>5,664</u>

Less creditors: Amounts due within one year	(107,327)	(46)
Net current assets/liabilities	4,638	5,618
Capital and reserves		
Called-up equity share capital	1	1
Profit and loss account	4,637	5,617
Shareholders' funds	4,638	5,618

Register of Members and Share Ledger

Name	Grosvenor Nominees Limited			Date entered as a member	16/11/1999				
Address 5	Athol Street, Douglas, Isle of Man, IM1 1QL			Date ceased to be a member					
Profession				Class of Share	Ordinary				
Date of Allotment or Entry of Transfer	References in Register of	No. of Shares	Distinctive Numbers	Consideration	Acquisitions	Disposals	Balance	Notes	
	Allotments	Transfers	From To						
16/11/1999	0	1	1	£1.0000	1.00	0.00	1.00	From David Noakes	

Inscriptions nominatives d'actions de parts sociales de EUROSTAM SA. 17, rue Beaumont, L-1219 LUXEMBOURG

Nom de l'actionnaire: STAM Investment Sp.A., Via Piave, 6, I-31050 PONLAND VENETO

LIBELLE DES TRANSACTIONS

Dates d'entrée			Dates de Sortie			NUMEROS DES {ACTIONS PARTS SOCIALES	
Année	Mois	Jour	Année	Mois	Jour		
2009	02	27				1010000	
NOMBRE {D'ACTIONS DE PARTS SOCIALES			DECLARATIONS				
Entrée	Sortie	En Dépôt	Reconnaissance de la propriété de 10 000 actions de capital, entièrement libérées, d'une valeur nominale de EUR 51,70 chacune.				
10000		10000					

La société a été constituée suivant acte reçu par Maître Marc ELTER, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 19 mars 1993, publié au Mémorial C numéro 272 du 7 juin 1993, et dont les statuts ont été modifiés:

- suivant acte reçu par le même notaire Marc ELTER en date du 20 décembre 1994, publié au Mémorial C numéro 154 du 5 avril 1995;

- suivant acte sous seing privé en date du 20 juillet 2001, publié au Mémorial C numéro 64 du 12 janvier 2002;

- suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 24 décembre 2002, publié au Mémorial C numéro 231 du 4 mars 2003.

Statuts coordonnés à la date du 24 décembre 2002

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme luxembourgeoise dénommée EUROSTAM S.A..

Art. 2. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feraient obstacle à l'activité normale de la société à son siège ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg et même à l'étranger, et ce jusqu'à la disparition desdits événements.

Art. 4. La société a pour objet la participation sous quelque forme que ce soit dans des entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quel-

conques se rattachant directement ou indirectement à son objet, sans vouloir bénéficier du régime fiscal spécial prévu par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés de participations financières.

La société pourra effectuer toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites et susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à cinq cent dix-sept mille euros (517.000,- EUR), représenté par dix mille (10.000) actions d'une valeur nominale de cinquante et un virgule soixante-dix euros (51,70 EUR) chacune, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et qui élit un président dans son sein. Les administrateurs sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 7. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, direct... gérants et/ou agents, associés ou non-associés.

La société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil

Art. 8. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par un membre du conseil ou la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires. Ils sont nommés pour un terme n'excédant: pas six années.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit, de plein droit le deuxième lundi du mois de mai à 10.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions au porteur doivent en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter lui-même ou par mandataire, lequel peut ne pas être lui-même actionnaire.

Art. 13. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Art. 14. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

Junglinster, le 18 février 2010.

Pour copie conforme:

Pour la société

Jean SECKLER

Le notaire

Référence de publication: 2010026060/341.

(100034761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2010.

Dowisa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg B 91.699.

L'an deux mille dix, le dix-huit janvier.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'"Assemblée") de la société anonyme "DOWISA S.A." (la "Société"), établie et ayant son siège social à L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 91699, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 27 janvier 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 286 du 18 mars 2003.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Willy MERTENS, retraité, demeurant à B-2288 Bouwel, Langenheuvél 5 (Belgique).

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Carsten SÖNS, juriste, demeurant professionnellement à L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.

L'Assemblée choisit Madame Alberta MERTENS, née FRAIR, sans état, demeurant à B-2288 Bouwel, Langenheuvél 5 (Belgique), comme scrutatrice.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente Assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'Assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente Assemblée, signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Le Président expose et l'Assemblée constate:

A) Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social statutaire, du siège réel, du lieu du principal établissement, et de l'administration centrale du Grand-Duché de Luxembourg vers l'Espagne et transformation de la Société en une société anonyme (Sociedad Anónima) espagnole, sans dissolution préalable de la Société, mais par continuation en Espagne de la personnalité juridique de la société luxembourgeoise, et cela en conformité avec la loi luxembourgeoise (le "Transfert de Siège");

2. Détermination de la durée de la Société ainsi que de son objet social comme suit:

"Duración.

La Sociedad tiene duración indefinida."

"Objeto Social.

La sociedad tiene por objeto la promoción inmobiliaria."

3. Examen et approbation des comptes intérimaires de la Société arrêtés au 31 décembre 2009.

4. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;

5. Acceptation de la démission de tous les titulaires de fonctions dans les organes sociaux et vote de leur quitus;

6. Nomination d'un représentant ad hoc au Luxembourg pour s'occuper sur place de tous les devoirs légaux, administratifs, fiscaux et prêter tout autre service qui peut encore se manifester au Grand-Duché de Luxembourg en conséquence des délibérations ci-dessus;

7. Nomination de nouveaux titulaires;

8. Nomination d'un représentant ad hoc en Espagne pour s'occuper sur place de tous les devoirs légaux, administratifs, fiscaux et prêter tout autre service qui peut encore se manifester en Espagne en conséquence des délibérations sur les points ci-dessus;

9. Soumission des décisions proposées sous les points 1 à 9 de l'ordre du jour à la condition résolutoire du refus du transfert du siège social de la société par l'autorité espagnole;

10. Divers.

B) Que la présente Assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

D) Que la présente Assemblée a pour objet de décider le Transfert de Siège de la Société du Grand-Duché de Luxembourg vers l'Espagne, et plus spécifiquement à E-29649 Mijas, Urbanización Riviera del Sol (Espagne).

E) Que dans le but de parfaire le Transfert de Siège, la procédure d'annulation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sera accomplie une fois confirmée l'inscription de la Société auprès le Registre de Commerce compétent de Malaga en Espagne.

Ensuite l'Assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de transférer le siège social statutaire, le lieu du principal établissement, l'administration centrale et le siège réel de la Société du Grand-Duché de Luxembourg vers l'Espagne, et plus précisément à E-29649 Mijas, Urbanización Riviera del Sol (Espagne) avec effet au jour du premier dépôt auprès du Registre de Commerce de Malaga (Espagne) de tout document requis pour sa constitution en tant que société anonyme (Sociedad Anónima) qui aura pour conséquence pour la Société d'adopter la nationalité espagnole et d'être soumise à la loi espagnole.

Ce changement de nationalité n'ayant pas pour effet de modifier la personnalité juridique de la Société, qui restera inchangée spécialement d'un point de vue légal et financier, a pour conséquence que la Société passera de la nationalité luxembourgeoise à la nationalité espagnole et ce sans liquidation ni changement dans la personnalité juridique de la Société.

La procédure de radiation de la Société sera effectuée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg dès réception de l'extrait attestant de son inscription auprès du Registre de Commerce de Malaga en Espagne.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de faire modifier ou remplacer les statuts de la Société dans la mesure nécessaire pour les rendre conformes à la législation espagnole et plus particulièrement l'Assemblée décide à ce sujet:

- de donner à l'objet social la teneur comme ci-avant reproduite dans l'ordre du jour sous le point 2); et
- de déterminer que la durée de la Société sera indéterminée.

Il est entendu que les formalités prévues pour que l'adoption de ces nouveaux statuts soit faite en conformité avec la loi espagnole devront être accomplies.

Troisième résolution

L'Assemblée (i) examine les comptes intérimaires de la Société arrêtés au 31 décembre 2009 et (ii) approuve ces comptes intérimaires, tels qu'ils sont soumis à l'Assemblée par le conseil d'administration.

L'Assemblée atteste en outre:

- que la valeur de l'actif net de la Société résultant desdits comptes s'élève à -11.394,84 EUR;
- que les comptes intérimaires, tels que présentés, sont à considérer comme comptes de clôture au Luxembourg et en même temps comme comptes d'ouverture en Espagne, comme pays d'accueil, une copie desdits comptes intérimaires, après signature "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps avec l'acte;
- que tous les actifs et passifs de la Société lors de sa nationalité luxembourgeoise, sans exception, resteront au profit et à la charge de la Société lorsqu'elle aura acquis la nationalité espagnole, et qu'elle continuera d'être propriétaire de tous les actifs et débitrice de toutes les charges de la Société.

Par votes spéciaux, l'Assemblée accorde décharge pleine et entière aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exercice de leur mandat.

Quatrième résolution

L'Assemblée accepte les démissions des administrateurs et du commissaire aux comptes en fonction jusqu'en date de ce jour et leur accorde, par vote spécial, décharge pleine et entière pour l'exécution de leurs mandats.

Cinquième résolution

L'Assemblée confère à la société anonyme "FIDUCIAIRE EUROLUX", établie et ayant son siège social à L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 34752, tous pouvoirs, avec faculté de substitution, pour représenter la Société au Grand-Duché de Luxembourg devant toutes les instances administratives, fiscales et autres, nécessaires ou utiles relativement aux formalités et actes restant encore à accomplir en relation avec le transfert du siège et l'abandon de sa nationalité.

Sixième résolution

L'Assemblée décide de nommer, en conformité avec la loi espagnole applicable, les personnes suivantes aux fonctions d'administrateurs ("administradores"):

- Monsieur Willy MERTENS, retraité, né à Herenthout (Belgique), le 7 avril 1943, demeurant à B-2288 Bouwel, Langenheuel 5 (Belgique), et
- Madame Alberta MERTENS, née FRAIR, sans état, née à Le Gosier (France), le 8 avril 1953, demeurant à B-2288 Bouwel, Langenheuel 5 (Belgique).

Leur mandat affecté sera d'une durée de cinq (5) ans conformément au droit espagnol applicable.

L'Assemblée décide de conférer tous pouvoirs à chacune des personnes désignées dans la présente résolution agissant individuellement et avec pleins pouvoirs de substitution:

- pour modifier les statuts de "DOWISA S.A.", ainsi que l'acte de Transfert de Siège en Espagne;
- pour se présenter devant un notaire espagnol en relation avec les résolutions qui devront être adoptées afin de rendre effectif le Transfert de Siège;
- pour permettre l'enregistrement auprès du Registre de Commerce compétent de Malaga (Espagne); et
- en général, pour accomplir toutes les formalités et/ou actions afin d'effectuer toute radiation, enregistrement et publication de toute manière pouvant être requise par les autorités espagnoles compétentes en vue de l'enregistrement de la Société en tant que société anonyme (Sociedad Anónima) et la continuité de la Société selon les lois espagnoles.

Septième résolution

L'Assemblée décide de soumettre les résolutions prises ci avant à la condition résolutoire du refus du transfert du siège social de la Société par les autorités espagnoles compétentes ou toute autre instance qu'il appartiendra.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la Société en raison des présentes s'élève approximativement à neuf cent cinquante euros.

DONT ACTE, fait et passée à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont toutes signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: W. MERTENS - C. SÖNS - A. MERTENS - J. SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 29 janvier 2010. Relation GRE/2010/358. Reçu soixante-quinze euros 75€.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Junglinster, le 9 février 2010.

Référence de publication: 2010025113/135.

(100021334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2010.

All Consulting Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 83.386.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010026313/10.

(050112832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

LSF Wohnpark Investments Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.565.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 78.749.

In the year two thousand and ten, on the twenty-seventh day of January.

Before Us, Maître Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

Lone Star Fund III (U.S.), L.P., a limited partnership company, with registered office at 2711 N. Haskell Avenue, Suite 1700, Dallas, Texas 75204, United States of America, represented by Mr Steven R. Shearer, here represented by Ms Mathilde Ostertag, attorney-at-law, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Dallas, on 26 January 2010;

Lone Star Fund III (Bermuda), L.P., a limited partnership company, with registered office at Washington Mall, Suite 304, 7 Reid Street, Hamilton HM 11, Bermuda, represented by Ms Sandra Collins, here represented by Ms Mathilde Ostertag, attorney-at-law, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Hamilton, on 26 January 2010;

Hudco Partners III, L.P., a limited partnership company, with registered office at 2711 N. Haskell Avenue, Suite 1700, Dallas, Texas 75204, United States of America, represented by Mr Steven R. Shearer, here represented by Ms Mathilde Ostertag, attorney-at-law, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Dallas, on 26 January 2010;

(the Shareholders),

The said proxies, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing parties and by the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

As 4,565 class B shares of the Company, having a par value of EUR 25 (twenty-five euro) each, are held by the Company itself, the Company will thus not to exercise any voting right at the present extraordinary general meeting of the Shareholders (the Meeting).

The Shareholders, in the capacity in which they act, have requested the undersigned notary to act that they represent 97.5% of the entire share capital of LSF Wohnpark Investments S.à r.l. (the Company), a Luxembourg private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), having its registered office at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 78.749, incorporated on 31 October 2000 pursuant to a notarial deed of Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg, published in the Official Gazette (*Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil des Sociétés et Associations, Mémorial C*), N° 367 of 17 May 2001, that has been amended since and for the last time by a deed of Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen dated 15 March 2001, published in the *Recueil des Sociétés et Associations, Mémorial C* N° 930 of 27 October 2001.

The Shareholders, represented as stated above have requested the undersigned notary to record the following:

I. that the appearing parties own 100% of the 178,035 (one hundred seventy-eight thousand thirty-five) class A shares, having a par value of EUR 25 (twenty-five euro) each, representing 97.5% of the share capital of the Company of EUR 4,565,000 (four million five hundred sixty-five thousand euro), and that they are duly present or represented at the Meeting, which is thus regularly constituted and can validly deliberate on all the items on the agenda;

II. the agenda of the Meeting is as follows:

1. decision to dissolve the Company and to voluntarily put the Company into liquidation (*liquidation volontaire*);
2. decision to appoint Mr Philippe Detournay as liquidator (*liquidateur*) in relation to the liquidation of the Company (the Liquidator);
3. determination of the powers of the Liquidator and liquidation procedure of the Company;
4. decision to instruct the Liquidator to execute at the best of his abilities and with regard to the circumstances all the assets of the Company and to pay the debts of the Company; and
5. discharge (*quitus*) of the managers of the Company for the performance of their respective mandates.

After deliberation, the Shareholders passed, by a unanimous vote, the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolve to dissolve the Company and to voluntarily put the Company into liquidation (*liquidation volontaire*).

Second resolution

The Shareholders resolve to appoint Mr Philippe Detournay, born on 9 April 1966 in Hal, Belgium, with professional address at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, as liquidator (*liquidateur*) in relation to the liquidation of the Company.

The Liquidator has the widest powers to do everything, which is required for the liquidation of the Company and the disposal of the assets of the Company under his sole individual signature.

Third resolution

The Shareholders resolve to confer to the Liquidator the powers set forth in articles 144 et seq. of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act 1915).

The Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Companies Act 1915, without the prior authorisation of the general meeting of the Shareholders. The Liquidator may, under his sole responsibility and under his individual signature, delegate his powers for specific operations or tasks to one or several persons or entities.

The Shareholders further resolve to empower and authorise the Liquidator, on behalf of the Company in liquidation, to execute, deliver, and perform the Company's obligations under, any agreement or document which is required for the liquidation of the Company, the disposal of its assets and the settlement of the Company's liabilities thereunder.

The Liquidator shall be authorised to make, in his sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds (*boni de liquidation*) to the Shareholders, in accordance with article 148 of the Companies Act 1915.

Fourth resolution

The Shareholders resolve to instruct the Liquidator to execute at the best of his abilities and with regard to the circumstances all the assets of the Company and to pay the debts of the Company.

Fifth resolution

The Shareholders resolve to grant full discharge to the managers of the Company for the performance of their respective mandates until the date hereof.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states hereby that at the request of the above appearing parties, this notarial deed is worded in English, followed by a French translation. At the request of the same appearing parties, and in the case of discrepancy between the English and French versions, the English version shall prevail.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date stated at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, the said persons signed together with Us, the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil dix, le vingt-sept janvier.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg.

ONT COMPARU:

Lone Star Fund III (U.S.), L.P., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 2711 N. Haskell Avenue, Suite 1700, Dallas, Texas 75204, Etats-Unis d'Amérique, représentée par M. Steven R. Shearer, ici représentée par Me Mathilde Ostertag, avocate, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Dallas, le 26 janvier 2010;

Lone Star Fund III (Bermuda), L.P., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à Washington Mall, Suite 304, 7 Reid Street, Hamilton HM 11, Bermudes, représentée par Mme Sandra Collins, ici représentée par Me Mathilde Ostertag, avocate, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Hamilton, le 26 janvier 2010;

Hudco Partners III, L.P., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 2711 N. Haskell Avenue, Suite 1700, Dallas, Texas 75204, Etats-Unis d'Amérique, représentée par M. Steven R. Shearer, ici représentée par Me Mathilde Ostertag, avocate, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Dallas, le 26 janvier 2010;

(Les Associés),

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire agissant pour le compte des parties comparantes et le notaire instrumentaire, demeureront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Les 4.565 (quatre mille cinq cent soixante-cinq) parts sociales de classe B de la Société, d'une valeur nominale de EUR 25 (vingt-cinq euros) chacune, étant détenues par la Société elle-même, la Société n'exerce donc aucun droit de vote lors de la présente assemblée générale extraordinaire des Associés (l'Assemblée).

Les Associés ont requis le notaire instrumentaire de prendre acte de ce qu'ils représentent 97,5% du capital social de la société à responsabilité limitée dénommée LSF Wohnpark Investments S.à r.l. (la Société), ayant son siège social à 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 78.749, constituée selon acte du 31 octobre 2000, par Me André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil des Sociétés et Associations, Mémorial C, n° 367 du 17 mai 2001, modifié pour la dernière fois suivant acte de Me André-Jean-Joseph Schwachtgen du 15 mars 2001, publié au Recueil des Sociétés et Associations, Mémorial C, n° 930 du 27 octobre 2001.

Les Associés, représentés comme indiqué ci-dessus, ont demandé au notaire d'acter que:

I. les comparants détiennent 100% des 178.035 (cent soixante-dix-huit mille trente-cinq) parts sociales de classe A, ayant chacune une valeur nominale de EUR 25 (vingt-cinq euros) et représentant 97.5% du capital social de la Société qui s'élève à EUR 4.565.000 (quatre millions cinq cent soixante-cinq mille euros) et que lesdites parties comparantes sont présentes ou dûment représentées à l'Assemblée, qui est donc régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les questions à l'ordre du jour;

II. l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. dissolution et liquidation volontaire de la Société;
2. nomination de M. Philippe Detournay en tant que liquidateur de la Société (le Liquidateur), en relation avec la liquidation volontaire de la Société;
3. détermination des pouvoirs à conférer au Liquidateur et de la procédure de liquidation;
4. décision de charger le Liquidateur de réaliser, au mieux et eu égard aux circonstances, tous les actifs de la Société, et de payer toutes les dettes de la Société; et
5. décharge (quitus) accordé aux gérants pour l'exercice de leurs mandats respectifs.

Après délibération, les Associés ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés décident de dissoudre et liquider volontairement la Société.

Deuxième résolution

Les Associés décident de nommer comme liquidateur M. Philippe Detournay, né le 9 avril 1966 à Hal, Belgique, ayant son adresse professionnelle 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, en relation avec la liquidation volontaire de la Société.

Le Liquidateur a les pouvoirs les plus étendus pour accomplir sous sa seule signature tout acte nécessaire pour la liquidation de la Société et la réalisation de son actif.

Troisième résolution

Les Associés décident d'attribuer au Liquidateur tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915).

Le Liquidateur est autorisé à passer tous actes et à exécuter toutes opérations, en ce compris les actes prévus aux articles 145 de la Loi de 1915, sans autorisation préalable d'une assemblée générale des actionnaires. Le Liquidateur pourra déléguer, sous sa propre responsabilité, ses pouvoirs, pour des opérations ou tâches spécialement déterminées, à une ou plusieurs personnes physiques ou morales.

Les Associés décident également de conférer pouvoir et autorité au Liquidateur, pour le compte de la Société en liquidation, afin qu'il exécute, délivre, et effectue toutes obligations de la Société relatives à tout contrat ou document requis pour la liquidation de la Société, à la liquidation de ses actifs et au paiement des dettes de la Société.

Le Liquidateur est autorisé à verser des acomptes sur le boni de liquidation aux Associés de la Société conformément à l'article 148 de la Loi de 1915.

Quatrième résolution

Les Associés décident de charger le Liquidateur de réaliser, au mieux et eu égard aux circonstances, tous les actifs de la Société, et de payer toutes les dettes de la Société.

Cinquième résolution

Les Associés décident d'accorder décharge aux gérants de la Société pour l'exercice de leurs mandats respectifs jusqu'à la date des présentes.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande des parties comparantes, le présent acte notarié est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction française. Sur la demande des mêmes parties comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, celui-ci a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: M. Ostertag et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 29 janvier 2010. Relation: LAC/2010/4522. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 février 2010.

Référence de publication: 2010024993/167.

(100019576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2010.